



Lettre de l'Administratedi da l'Nob					
Avant-propos : des actions de développement opérantes 2					
Introduction : l'heure de l'unité 3					
Le PNUD sur le terrain : tenir les promesses 6					
Réduction de la pauvreté : garder le cap sur la réalisation des OMD 9					
Gouvernance démocratique : un vecteur de changement 14					
Prévention des crises et relèvement : la sécurité face aux crises 20					
Environnement et développement durable : les apports d'une économie verte	26				
Le PNUD et le système des Nations Unies : focalisation sur le développement	30				
Le PNUD intra-muros : honorer les engagements internes 34					

Ressources du PNUD 38

Fidélité et attachement au développement

Le PNUD envisage le développement humain dans une optique à long terme et investit dans le potentiel des institutions et des gens ainsi que dans leurs capacités à instaurer des changements durables. Sa mission, ses réalisations et les valeurs qui sous-tendent son action s'inscrivent dans le droit fil de mon expérience personnelle et de ma croyance en la nécessité de promouvoir l'équité, l'offre de possibilités et l'égalité, de manière à ce que tous les habitants de notre planète puissent en bénéficier. Ce sont là en effet des valeurs fondamentales que je partageais avec les Néo-Zélandais lorsque j'ai eu le privilège de les servir en tant que premier ministre.



Aujourd'hui, devant la grave récession économique à laquelle le monde fait face, la mission du PNUD revêt une nouvelle urgence. Le risque d'un retour en arrière sur les progrès durement acquis en matière de développement est très réel et les

effets conjugués de la hausse des prix alimentaires et des changements climatiques nous jettent de rudes défis que nous devons relever si nous souhaitons atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Le PNUD est bien positionné pour riposter à la crise. Il possède une présence quasi universelle, intervenant sur les lignes de front du développement au niveau national, régional et mondial. Son mandat couvre ces domaines d'une importance cruciale que sont la lutte contre la pauvreté, la riposte aux changements climatiques, la promotion du développement durable, l'appui à la prévention des crises et au relèvement, et le soutien de la gouvernance démocratique. Il s'attache également dans toutes ses interventions à favoriser l'instauration de l'égalité des sexes.

Par ailleurs, le PNUD joue un rôle vital en matière de coordination des travaux de développement des Nations Unies sur le terrain. En ces temps difficiles, la nécessité d'appuyer la poursuite des initiatives de réforme des Nations Unies est plus impérative que jamais. Nous devons continuer de resserrer notre coopération avec tous nos partenaires pour assurer la cohérence et l'efficacité de nos actions en tant que système unifié.

Et en tous lieux et en tout temps, il est important que les fonds publics soient dûment comptabilisés et qu'ils soient dépensés selon des processus transparents et de façon à obtenir des résultats concrets et mesurables dans les pays que nous desservons.

La communauté internationale doit, parallèlement, honorer ses engagements envers les plus pauvres. Il ne faut pas que l'aide au développement se réduise, tout particulièrement lorsque ceux qui subissent les effets les plus graves de la crise n'en sont aucunement responsables.

Le PNUD s'est distingué dans le passé par ses actions et par son concours à la réalisation des objectifs du développement. Je suis honorée d'avoir été chargée de tracer la route de l'organisation au cours des années à venir et de veiller à ce que nous fassions fond sur son fier héritage et à ce que nous le renforcions.

Helen Clark Administrateur du PNUD

Helen Clalle

Des actions de développement opérantes

La récente crise économique est venue nous rappeler la volatilité et la fragilité de la mondialisation et souligner la nécessité plus grande que jamais d'une action déterminée de la part des organisations investies d'un mandat mondial, fortes de leurs connaissances et des réseaux dont elles disposent. Toutefois, la focalisation prédominante sur la stimulation de l'économie dans les pays riches risque de reléguer dans l'ombre de l'actualité la lutte quotidienne des pauvres pour la vie. Les soucis des riches ne doivent pas devenir le fardeau des pauvres.

Le PNUD, en tant que membre de la famille des Nations Unies, joue un rôle clé dans les efforts visant à s'assurer que les pauvres ne soient pas exclus des décisions et des actions, de manière à éviter une crise du développement humain potentielle; les appuis qu'il peut apporter en temps de crise, conseils de politique, soutien du développement et aide opérationnelle, sont très demandés. Le PNUD tire parti des connaissances en matière de développement et des bonnes pratiques du renforcement des capacités pour promouvoir des investissements qui parent aux menaces de la faim, de la pauvreté, du chômage et des changements climatiques dans les pays où il est à l'œuvre.

Depuis que Kemal Derviş (Administrateur jusqu'en mars 2009) et moi avons intégré le PNUD, nous avons vu l'organisation réaliser des progrès considérables dans ses contributions aux efforts déployés au niveau des pays pour apporter de réelles améliorations dans la vie des gens. Le personnel dévoué du PNUD a soutenu une élection historique au Bangladesh, aidé le gouvernement de Madagascar, de l'Ouganda et du Pakistan à suivre les progrès de la réalisation des OMD, fourni un appui salvateur aux rescapés de catastrophes naturelles en Haïti et au Myanmar ainsi qu'aux victimes de l'escalade de la violence à Gaza, et fait en sorte que le conflit en Géorgie n'inflige pas aux agriculteurs la perte de la récolte d'une année entière. Ce ne sont là que quelques exemples des activités menées par notre organisation en 2008, qui illustrent sa polyvalence et sa capacité d'obtenir des résultats sur le terrain, dans des situations souvent éprouvantes.

Malgré les progrès enregistrés, nous devons cependant veiller constamment à ce que notre contribution au développement reste pertinente et à ce que la qualité et l'impact de nos interventions se situent à un niveau optimal. Nous devons accroître notre appui pour assurer au niveau national un renforcement des capacités à honorer les engagements relatifs aux OMD de manière inclusive qui puise dans les expériences Sud-Sud. Notre



L'Administrateur associé du PNUD Ad Melkert (à g.) et le Coordonnateur de l'aide humanitaire des Nations Unies Joël Boutroue (à dr.) évaluant sur une carte la situation dans les zones inondées en Haïti à la suite de l'ouragan Gustav.

rôle dans le relèvement précoce est d'une importance primordiale pour mener l'action du système des Nations Unies au lendemain immédiat des conflits et des catastrophes afin d'éviter que les acquis du développemement ne s'évanouissent. Et au-delà de l'attention ô combien justifiée accordée aux changements climatiques, nous devons nous garder d'oublier que l'accès à l'énergie au niveau local est une précondition fondamentale de la lutte contre la pauvreté. Nous ne pouvons pas, ni ne devons, entreprendre seuls toutes ces activités. Restant « unis dans l'action » avec nos partenaires du système de développement des Nations Unies, que Kemal a dirigé avec tant de compétence, nous nous attachons à faire progresser les réformes, en nous concentrant davantage, en tant qu'organe de coordination, sur les questions de fond. Tels sont certains des défis dont l'avenir est porteur.

Je sais qu'Helen Clark, notre nouvel Administrateur, s'attaquera à ces défis et qu'elle veillera à ce que notre organisation tire le meilleur parti de ses accomplissements du passé tout en restant, en ces temps incertains, la base fondamentale, solide et fiable qu'elle a toujours été pour ses partenaires des pays en développement. Vu le remarquable parcours politique d'Helen et sa volonté résolue d'œuvrer en faveur de l'égalité et de l'inclusion sociale, la grande famille du PNUD et le système des Nations Unies peuvent se féliciter de la voir prendre les rênes de notre organisation.

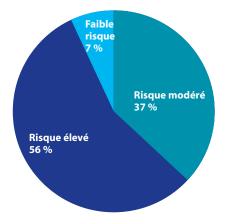
Ad Melkert Administrateur associé

Introduction : l'heure de l'unité

La crise financière montante qui a atteint son paroxysme en septembre 2008 après plus d'une année d'amples fluctuations des prix des aliments, de l'énergie et des matières premières est venu amplifier une série de chocs qui se propageaient déjà de par le monde. Tandis que les gros titres soulignent les hauts et les bas des cours boursiers et chroniquent les carences des institutions financières et des géants industriels, la communauté internationale doit marquer un temps d'arrêt pour examiner ce qui est en jeu pour les centaines de millions d'habitants des pays en développement qui avaient bénéficié de la forte croissance de la décennie écoulée ; elle doit également évaluer la situation des pauvres qui étaient restés en marge de cette croissance. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'une inversion des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD, ces huit objectifs de développement dont ont convenu les dirigeants du monde, et notamment de celui de la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015. Comme

l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, il sera d'une importance cruciale de veiller à ce que l'aide internationale aille aux pays les plus pauvres pour éviter que la crise économique ne se mue en une crise du développement humain et de la sécurité. En avril 2009, s'est achevé le Sommet du G20 de Londres tant attendu, où les dirigeants ont réaffirmé leurs engagements d'accroître le montant de l'aide et d'appuyer les efforts des pays visant à la réalisation des OMD. Ils ont également annoncé l'apport de nouvelles ressources substantielles au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, et ont promis d'allouer des fonds à la protection sociale, aux investissements à long terme dans la sécurité alimentaire et à la lutte contre la menace de changements climatiques irréversibles. L'heure est venue pour la communauté internationale d'honorer les engagements pris envers les pauvres du monde de veiller à ce que leurs besoins ne soient pas oubliés et à ce que leur voix soit entendue.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE MET À RISQUE LA PLUPART DES PAYS EN DÉVELOPPEMENTDivers niveaux de risques auxquels sont exposés les pays en développement, en pourcentage du total (mars 2009).



Source : Banque mondiale

LE PNUD EST BIEN POSITIONNÉ POUR ATTÉNUER LES IMPACTS DES CRISES MONDIALES

Crise	Impact	Action du PNUD
Finances / Économie	 Chute des envois de fonds de l'étranger Montée du chômage Réduction de l'aide et des investissements 	 Conseils aux gouvernements et aux institutions sur la riposte à la crise et sur la planification prévisionnelle Plaidoyer en faveur d'un suivi des impacts sur le développement humain Renforcement de l'efficacité des pays en matière de définition des priorités de l'aide avec les partenaires
Alimentation / Carburants	 Risques de malnutrition massive Risques de troubles civils et émeutes Hausse des prix et cherté de la vie Déscolarisation des enfants contraints d'abandonner leurs études pour travailler 	 Amélioration de l'approvisionnement et de la gestion Intensification de la R&D de cultures de base à rendement amélioré Promotion de l'efficacité énergétique et diversification pour réduire la sujétion aux carburants fossiles
Changements climatiques	 Baisse de la production agricole Exposition accrue aux catastrophes naturelles liées au climat Incidence accrue de maladies des climats chauds 	 Contribution à l'élaboration de solutions financières et technologiques pour réduire l'intensité carbone de l'économie Meilleur accès à l'énergie plus propre à usage ménager Établissement de plans de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation, tels que des systèmes d'alerte précoce

Nécessité d'un engagement efficace et constant en faveur du développement humain

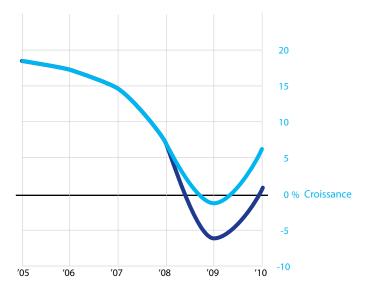
Il y a 51 ans, le PNUD avait pour principal objectif de fournir une assistance technique et des appuis afin de favoriser le progrès économique et social dans les pays en développement. Son rôle a évolué et il consiste aujourd'hui à promouvoir l'adoption de politiques propauvres en vue de l'instauration d'un développement humain. Ce développement consiste à élargir les choix dont disposent les gens et à accroître les libertés et les capacités humaines, à savoir la gamme des choses que les gens peuvent faire et par lesquelles ils peuvent se définir, vivre plus longtemps et en bonne santé, avoir accès aux connaissances et à une vie meilleure, et prendre part à la vie de leur communauté et aux décisions qui concernent leur existence.

Alors que les effets de la crise financière et économique continuent de s'intensifier, les pays s'efforcent de par le monde de pérenniser leurs acquis en matière de développement. On s'attend à une forte baisse de l'investissement étranger direct dans environ la moitié des pays à faible revenu et, selon les estimations, les flux nets de capitaux privés ont diminué en 2008 pour revenir à la moitié de leur valeur de 2007, cette diminution devant se poursuivre et s'amplifier en 2009. Le commerce mondial, quant à lui, subira une réduction considérable en 2009, ce qui aura des conséquences néfastes pour les économies en développement axées sur l'exportation, lesquelles connaîtront notamment des taux de chômage élevés. Les pays à faible revenu, dont une grande part de la population vit juste au-dessus du seuil de pauvreté et est donc

exposée aux aléas conjoncturels, sont tout particulièrement exposés à une aggravation marquée des manques. Les ménages déjà durement touchés par la volatilité des prix des denrées alimentaires et des carburants ont de plus en plus de mal à se procurer les produits de première

ENVOIS DE FONDS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : APRÈS UNE CHUTE ABRUPTE EN 2008, REPRISE PRÉVUE À L'HORIZON 2010

- Projection générale
- Projection dans l'hypothèse d'un retour des migrants au pays en raison de la crise



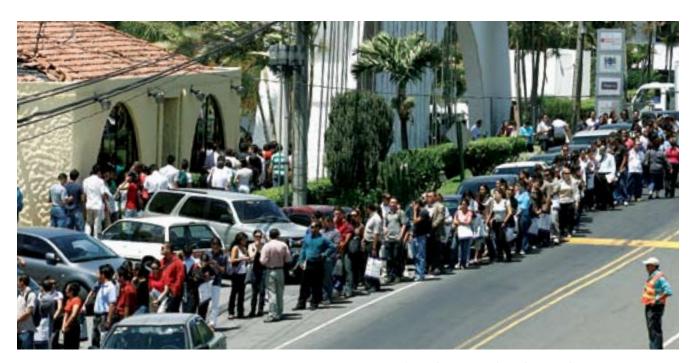
Source: Banque mondiale

nécessité; les gouvernements réduiront vraisemblablement leurs dépenses de santé publique et d'éducation; et, en l'absence de filets de sécurité sociaux, les familles commenceront à déscolariser leurs enfants, à vendre leurs biens de production et à réduire leur consommation alimentaire, autant d'actions dont les effets à long terme sont appelés à se prolonger bien au-delà des crises proprement dites. Seul un attachement redoublé au développement humain pourra aider le monde à passer le cap et à sortir de la tourmente.

En continuant d'appuyer les pays en développement qui subissent l'actuelle crise économique, le PNUD reste fidèle aux valeurs partagées énoncées dans la Déclaration du Millénaire. Il entend ainsi faire en sorte que ses conseils de politiques, son appui technique et son plaidoyer en faveur d'une cohérence accrue visent à un résultat final : apporter de réelles améliorations des conditions de vie de gens et des choix et possibilités qui leur sont offerts.

Le PNUD s'emploie avant toute chose à renforcer les capacités qu'exige la mise en œuvre de mesures pratiques de développement dans les 166 pays où il est présent. Une fois les besoins ou les contraintes identifiés, toujours en consultation avec les autorités nationales et les divers partenaires au développement locaux et internationaux,

il œuvre avec les parties prenantes pour formuler un plan d'action axé sur le renforcement des capacités, afin de fournir aux gens, aux gouvernants, aux institutions et aux communautés les outils et la formation nécessaires pour leur permettre de répondre à leurs propres besoins de manière durable. La demande d'appui au renforcement des capacités émanant des pays en développement, notamment dans le domaine des services locaux, s'est accrue considérablement en 2008 du fait de l'impact des crises alimentaire, énergétique et financière. En conséquence, en 2008, le PNUD a répondu aux requêtes de 65 pays bénéficiaires de ses programmes pour faciliter les évaluations et les diagnostics des capacités. Il poursuivra son action dans ce sens ainsi que le prévoit son Plan stratégique 2008-2011 et fera porter ses efforts sur la réduction de la pauvreté, la promotion de la gouvernance démocratique, l'appui à la prévention des crises et au relèvement et l'obtention de résultats de développement durable dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. De tels efforts sont d'une importance cruciale pour permettre la réalisation des OMD en temps de crise économique comme en période de prospérité.



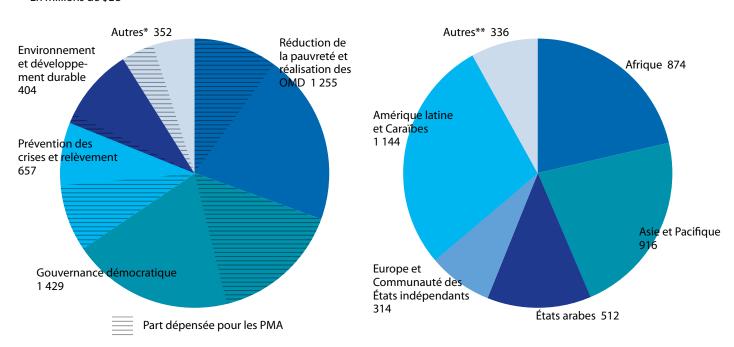
On prévoit une hausse continue des taux de chômage dans le monde jusqu'en 2010, tendance qui pourrait sérieusement remettre en cause les acquis dans le domaine du développement humain.

Le PNUD sur le terrain : tenir les promesses

Réaliser les OMD, éliminer la pauvreté, promouvoir la gouvernance démocratique de par le monde, prévenir l'incidence des guerres civiles, des effondrements économiques et des catastrophes naturelles majeures et assurer le relèvement de ces crises, riposter aux changements climatiques et à la dégradation et à l'épuisement implacables des ressources naturelles : la barre a été placée très haut pour les pays et les partenaires de l'aide internationale. L'année dernière, en particulier, a été porteuse pour le PNUD et ses partenaires de possibilités ainsi que de rudes défis à relever pour honorer leurs engagements. Le PNUD doit accroître encore l'effet

catalytique de l'APD, en s'en servant pour favoriser les investissements provenant de tous les sources de développement disponibles, notamment du secteur privé. Dans l'esprit de ce mandat, le Rapport annuel de cette année présente des exemples de succès des programmes qui ont eu un impact mesurable sur ceux que le Programme entend servir, dans les quatre domaines majeurs suivants : réduction de la pauvreté et réalisation des OMD, gouvernance démocratique, prévention des crises et relèvement, environnement et développement durable, ainsi qu'il est énoncé dans le Plan stratégique 2008-2011.

DÉPENSES DE PROGRAMMES DU PNUD PAR DOMAINE OPÉRATIONNEL (GAUCHE) ET PAR RÉGION (DROITE) EN 2008 Chiffres préliminaires au 7 avril 2009 En millions de \$EU



^{*} Comprend les dépenses au titre des programmes mondiaux, régionaux et nationaux non liées au cadre de résultats de développement du Plan stratégique, en sus de ressources pour les services d'appui aux développement, l'évaluation, le Bureau du Rapport sur le développement humain, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, le Bureau des études de développement, le Programme de déploiement d'économistes et les initiatives spéciales.

Source : PNUD/Groupe d'appui opérationnel

^{**} Comprend les mêmes éléments que dans la note ci-dessus ainsi que le Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD.

DÉPENSES DE PROGRAMMES DU PNUD, 2008*

En milliers de \$EU

Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté humaine	
Promotion d'une croissance inclusive, de l'égalité des sexes	924 655
Appui en faveur d'une mondialisation inclusive	38 391
Atténuation de l'impact du VIH et du sida sur le développement humain	255 511
Autres activités	36 708
Total	1 255 275
Appui de la germana déma quatique	
Appui de la gouvernance démocratique Appui en faveur d'une participation inclusive	211 343
Renforcement et sensibilisation des institutions de gouvernance	1 043 518
, and the second	1043310
Appui des partenaires nationaux pour la mise en œuvre de pratiques de gouvernance démocratique reposant sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la lutte contre la corruption	142 185
Autres activités	31 640
Total	1 428 686
Facilitation de la prévention des crises et du relèvement	
Renforcement des capacités de gestion des risques de conflits et de catastrophe	es 227 287
Renforcement des fonctions de gouvernance en phase de post-crise	70 274
Rétablissement des fondations du développement	354 718
Autres activités	4 327
Total	656 516
Gestion de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable	e
Intégration systématique de l'environnement et de l'énergie	270 079
Effet catalytique du financement de l'environnement	7 446
Promotion de l'adaptation aux changements climatiques	11 791
Élargissement de l'accès aux services environnementaux et énergétiques pour les pauvres	98 136
Autres activités	16 183
Total	403 635
Total partiel des dépenses de programmes liées au cadre de résultats de développement du Plan stratégique	3 774 113
Autres dépenses liées aux programmes**	351 107
Total général des dépenses de programme	4 096 220

Source : PNUD/Groupe d'appui opérationnel

^{*}Chiffres préliminaires au 7 avril 2009

** Comprend les dépenses au titre des programmes mondiaux, régionaux et nationaux non liées au cadre de résultats de développement du Plan stratégique, en sus de ressources pour les services d'appui aux développement, l'évaluation, le Bureau du Rapport sur le développement humain, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, le Bureau des études de développement, le Programme de déploiement d'économistes et les initiatives spéciales.

Les totaux présentent des variations minimes dues à l'arrondi.

Réduction de la pauvreté : garder le cap sur la réalisation des OMD

LE TRAVAIL DU PNUD en rapport avec les OMD porte sur la coordination des efforts mondiaux et locaux déployés pour mobiliser les gens par le biais du plaidoyer et de campagnes d'information sur le partage des stratégies optimales pour la réalisation des OMD, le suivi des progrès et la production de rapports, et sur l'appui fourni aux gouvernements pour adapter les OMD aux circonstances et aux défis locaux. En 2008, le PNUD a contribué à l'élaboration d'outils et d'analyses pour suivre les réalisations des OMD, notamment à Madagascar, en Ouganda et au Pakistan; en outre, plusieurs pays ont à présent entamé la mise en œuvre de programmes nationaux pour les OMD, en particulier le Ghana, le Malawi, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo et la Zambie. En 2008 également, le PNUD a fait équipe avec les commissions régionales des Nations Unies et diverses organisations de la société civile (OSC) en Afrique, dans les États



Au Brésil, le PNUD œuvre avec le gouvernement pour offrir des possibilités d'emploi aux familles qui participent à un programme national de transferts de fonds conditionnels.

arabes et en Europe de l'Est pour former des responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes au suivi des OMD et à la fourniture de rapports sur leur réalisation. Ce travail a contribué par ailleurs à une évaluation générale de la qualité de l'information utilisée aux fins du suivi des OMD.

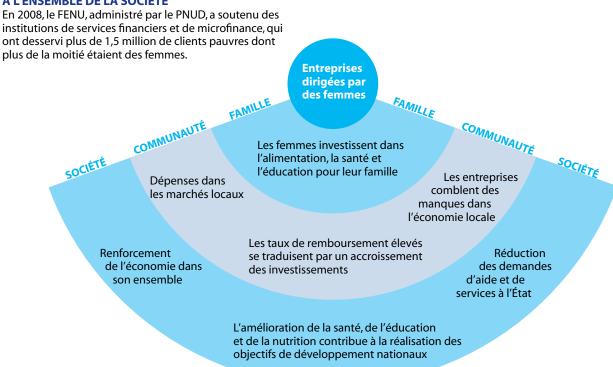
Le PNUD intervient auprès de la société civile à tous les niveaux pour promouvoir les OMD et appuyer les

efforts déployés par les gens pour se bâtir une vie meilleure. Au **Niger**, il a fait équipe avec l'Agence néerlandaise de développement international et une OSC locale, le *Programme de lutte contre la pauvreté*, pour aider les autorités à adapter les OMD à l'échelon local. Les habitants de quatre départements du pays ont été informés sur les OMD dans leur langue locale, ce qui les a amenés à s'interroger sur les raisons des faibles taux de scolarisation dans le primaire dans leurs communautés. Un département a commencé à délivrer des certificats de naissance gratuits, document d'identité essentiel dont le coût prohibitif rendait la scolarisation de nombreux enfants impossible. Un autre département a construit une école primaire plus proche de la communauté desservie et plus facilement accessible pour celle-ci.

Au niveau des politiques, en janvier 2009, 10 membres ont été ajoutés au Comité consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur, établi en 2000 en tant que mécanisme officiel de dialogue entre la société civile et la haute direction du PNUD. Outre son rôle stratégique, le Comité consultatif fait aussi fonction de caisse de résonance pour informer les décisions de la haute direction du PNUD sur les grandes questions de politique et de programmation. Tandis que la communauté internationale s'efforce de relever les multiples défis en matière de gouvernance et de parer aux graves menaces issues de la crise financière qui affectent la réalisation des OMD et les programmes d'aide, il est plus important que jamais que le PNUD intervienne activement auprès de ses partenaires et alliés, parmi lesquels la société civile figure dans toute sa diversité, et qu'ils œuvrent ensemble à l'adoption de solutions novatrices.

Au niveau mondial, le PNUD a appuyé le Groupe de direction pour l'Afrique sur les OMD, du Secrétaire général Ban Ki-moon. Le Secrétaire général a souligné le fait que l'on ne saurait laisser la crise financière détourner l'attention des initiatives de lutte contre les injustices les plus fondamentales de notre monde, reflétées dans les OMD. En tant que secrétariat du Groupe de direction, le PNUD a joué un rôle de premier plan et a contribué à la conclusion d'un accord entre toutes les grandes organisations internationales membres, sur la façon dont les pays africains peuvent relever leurs défis actuels et combler les écarts en matière de réalisation des OMD. Cet accord propose des actions concrètes et pratiques et lance notamment un appel en faveur de gros investissements dans l'agriculture, l'éducation, la santé et l'infrastructure; en juillet 2008, l'Union africaine a fait siennes les recommandations du Groupe de direction. Avec le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, le PNUD a coordonné en 2008 les activités du Groupe de direction sur le retard pris dans la réalisation des OMD ; il s'est notamment attaché à sensibiliser les parties prenantes aux lacunes et a énoncé les mesures

LES PRÊTS OCTROYÉS AUX FEMMES BÉNÉFICIENT À L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ



Source : Banque mondiale Illustration : Pamela Geismar

nécessaires pour les combler dans un rapport complet précisant ce que les partenaires au développement devaient faire pour atteindre l'OMD 8. Ce rapport signale en particulier les importantes lacunes que présentent encore les engagements mondiaux dans les domaines de l'aide, du commerce, de l'allègement de la dette et de l'accès aux technologies nouvelles et aux médicaments essentiels d'un coût abordable. Le PNUD a également organisé une série d'événements parallèles en marge de la Réunion de haut niveau sur les OMD de septembre 2008, à laquelle les dirigeants mondiaux ont pris part pour examiner les progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD et pour prendre des engagements concrets concernant les actions à entreprendre et les ressources à allouer pour combler les manques. Grâce à l'événement consacré à l'initiative du PNUD dite « Business Call to Action », conçue pour sensibiliser la communauté mondiale des affaires aux OMD et pour inciter les entreprises à mettre leurs activités principales au service du développement durable tout en visant à leur réussite commerciale, trois nouvelles entreprises ont adhéré à cette initiative.

La lutte contre la pauvreté se situe au cœur même du rôle du PNUD en tant que réseau mondial de développement des Nations Unies. Nombre de programmes de réduction de la pauvreté mis en œuvre par le PNUD constituent des réponses directes aux besoins identifiés par les communautés desservies. En **Arménie**, le PNUD a œuvré en étroite coopération avec le village de Lusadzor pour

procéder à une planification participative à base locale et à des évaluations des besoins qui ont abouti à la formulation d'un plan de développement intégré ; il s'attache à présent à assurer l'application de ce plan dans l'une des régions les plus défavorisées du pays. Les villageois ont défini toute une gamme de besoins de développement, depuis la création de possibilités de génération de revenus, par exemple par l'élevage animalier et la production de fruits, jusqu'à la restauration de l'infrastructure socioéconomique. En l'espace d'un an, des réseaux d'alimentation en gaz naturel et en eau potable ont été établis, un système d'irrigation a été reconstruit, ce qui accroîtra les rendements agricoles, et 52 hectares de terres arables communautaires non exploitées ont été mises en valeur. En **Équateur**, avec l'appui du Gouvernement canadien et en coopération avec une OCS, le Fondo Ecuatoriano de Cooperación para el Desarrollo, le PNUD fournit un appui aux agriculteurs qui souffrent des répercussions des conflits en Colombie voisine, et les aide à identifier, à planifier et à gérer avec succès des chaînes de production génératrices de revenus qui sont environnementalement durables et économiquement rationnelles. En 2008, dans six provinces frontalières du nord du pays, 18 000 ménages dont 5 400 ayant une femme pour chef de famille sont parvenus à augmenter leurs revenus de près d'un tiers grâce à cette initiative.

Les pays ont particulièrement besoin aujourd'hui de mécanismes de sécurité sociaux, du fait de la crise économique et financière qui continue de s'étendre,

réduisant les influx de capitaux et menaçant l'emploi et la sécurité de millions de membres des classes pauvres et moyennes inférieures du monde. En partenariat avec le Gouvernement de **la Serbie**, le PNUD administre le Fonds social d'innovation, mécanisme de sécurité des plus efficaces qui est axé sur les populations les plus vulnérables. À l'instar des autres pays de la région, la Serbie a assisté à une érosion des mécanismes de sécurité de l'État sous l'effet du ralentissement de la croissance économique. Au cours des sept dernières années, l'infrastructure des services sociaux a été améliorée grâce à 250 nouveaux projets et services et à la formation de 500 travailleurs sociaux. Une analyse récente révèle que 86 % des services financés grâce aux 9 millions de dollars du Fonds social d'innovation ont été pérennisés et inclus dans le réseau de fourniture de services de l'État. Par ailleurs à la fin 2008, chose peut-être plus importante encore, le gouvernement

central a réaffirmé sa volonté d'assurer l'accès gratuit aux programmes sociaux vitaux tels que les soins à domicile, les garderies d'enfants et l'éducation ciblant les Roms, et des centres de conseils ont été intégrés dans le cadre de la réforme sociale générale du pays.

L'importance de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté est reconnue et amplement documentée. Ce qui est moins connu, bien que d'importance potentiellement égale, est la forte demande de possibilités d'épargne provenant des familles pauvres ainsi que des petites entreprises et des microentreprises des pays en développement. De nombreux ménages pauvres sont en fait des épargnants nets qui recherchent des options de dépôt pratiques et sûres; en outre, les fonds ainsi déposés peuvent servir à financer des activités de microcrédit. En 2008, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) administré par le PNUD a apporté son concours à 40 institutions

ENTREPRENDRE AU BÉNÉFICE DE TOUS

Le rapport du PNUD intitulé Les entreprises face aux défis de la pauvreté : des stratégies gagnantes est une nouvelle publication novatrice qui puise dans 50 études de cas spécialement commanditées et réalisées par un réseau de 18 chercheurs de pays en développement. Ces études, qui portent sur une large gamme de régions, de secteurs et de types d'entreprises, analysent les contraintes auxquelles se heurtent les modèles d'entreprise inclusifs, modèles financièrement durables qui font une place aux pauvres du côté de la demande, en tant que clients, et du côté de l'offre en tant qu'employés, producteurs et entrepreneurs; elles envisagent également les solutions à appliquer pour lever ces contraintes. Des millions d'entrepreneurs de par le monde ont identifié des marchés et, forts de leurs innovations et de leur énergie, en ont tiré parti pour réaliser des bénéfices. Ils gèrent des entreprises autonomes et profitables qui appuient également les communautés où cellesci sont implantées, souvent en partenariat avec le gouvernement et la société civile. Ces entreprises permettent aux gens de mieux participer aux activités des marchés. Les histoires de ces innovateurs telles que celles qui suivent forment la base du rapport:

En **Inde**, Bindheshwar Pathak propose des systèmes d'assainissement propres et peu coûteux à 1,2 million de ménages et exploite 6 500 toilettes publiques payantes. Son organisation, Sulabh, a libéré plus de 60 000 personnes, en majorité des femmes et des filles, d'une

existence de ramasseuses de déchets, et a permis par la même occasion de dégager un excédent économique de 5 millions de dollars en 2005.

Au **Kenya**, à Kibera, Dora Nyanja est une infirmière qui gère en franchise un dispensaire du Bien-être de l'enfant et de la famille (CFW) pour fournir des soins de santé de meilleure qualité et à moindre coût aux habitants des taudis. Rien qu'en 2006, les 66 magasins et dispensaires du CFW ont desservi près de 400 000 patients économiquement faibles, contribuant ainsi à la réalisation de l'OMD 6 qui est d'enrayer la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies ainsi que d'inverser la tendance actuelle.

Le rapport, lancé dans 38 pays de toutes les régions du monde depuis sa parution en juillet 2008, est la principale publication de l'initiative du PNUD « Entreprendre au bénéfice de tous ». Il s'agit d'un nouvel effort collectif mené en partenariat avec une coalition de plus de 20 institutions du secteur privé et du secteur du développement. Le PNUD considère que l'une des plus grandes ressources inexploitées à utiliser pour réaliser les OMD d'ici 2015 est le secteur privé. Cette initiative est conçue pour apporter une contribution substantielle aux stratégies commerciales et au développement humain et pour diffuser des outils de recherche et des pratiques optimales.



Dans le village du Millénaire de Mayange (Rwanda), dans le premier cybercafé établi dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, une lycéene fait des recherches pour un projet de classe.

de microfinances et fournisseurs de services financiers qui ont desservi 1,5 million de clients pauvres, plus de la moitié étant des femmes, dans 20 pays les moins avancés (PMA). L'année 2008 a également vu la culmination des travaux du Groupe de conseillers des Nations Unies pour l'ouverture du secteur financier. Établi en 2006 par le FENU, le PNUD et le DAES, ce groupe a mené des efforts de plaidoyer de haut niveau en faveur de l'inclusion financière de par le monde. Il a produit des messages clés ainsi que des recommandations, avalisées en décembre 2008 par le Secrétaire général, à l'intention des gouvernements, des organismes de réglementation, des partenaires au développement et du secteur privé, visant à faire en sorte que les ménages et les microentrepreneurs pauvres aient accès à une large gamme de produits et de services financiers.

En **Argentine**, en collaboration avec six organisations d'aide sociale des provinces septentrionales de Chaco, Formosa, Misiones et Tucuman, le PNUD a coordonné l'élaboration d'un modèle de gestion de la microfinance conçu pour lutter contre la pauvreté. Cet effort s'inscrivait dans le droit fil d'une loi de 2006 en faveur de

l'octroi de microcrédit aux pauvres. À la fin 2008, plus de 3 500 microentrepreneurs avaient bénéficié de 11 000 microprêts grâce à cette initiative, 70 % des bénéficiaires étant des femmes et la moitié d'elles chefs de famille. En l'espace d'un an après l'octroi de leur premier prêt, les bénéficiaires avaient, en moyenne, doublé leurs revenus. Le taux de prêts non performants a légèrement dépassé 1 % et les fonds remboursés ont été réalloués plus de cinq fois à d'autres emprunteurs. Le programme est actuellement reproduit dans cinq autres provinces.

Une part importante du travail du PNUD en faveur des pauvres consiste à renforcer les capacités des gens et des institutions, ce qui se traduit par l'obtention de résultats durables à long terme. Cela exige toutefois de formuler un plan stratégique pour déterminer les ressources techniques, financières et institutionnelles requises pour transformer une réussite ponctuelle en une pratique quotidienne. Au cours de la décennie écoulée, grâce à la coopération de diverses institutions internationales, des progrès appréciables ont été réalisés en Bosnie-Herzégovine en matière de gestion du retour et de la réinsertion des réfugiés dans leurs foyers et leurs communautés. Mais l'aide octroyée à ces fins connaît actuellement un certain fléchissement et avec 40 000 familles rentrant au pays, les institutions du gouvernement central et les administrations locales doivent intensifier leurs efforts de formulation de politiques et de coordination,

FENU: RENFORCER LA PROTECTION SOCIALE EN TEMPS DE CRISE

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) soutient les pays les moins avancés (PMA) au moyen de programmes de développement local, par le biais desquels il octroie des subventions aux administrations locales selon les priorités établies par les bénéficiaires eux-mêmes. Le FENU facilite ce processus au moyen d'activités de renforcement des capacités et d'assistance technique. Compte tenu des enseignements tirés au niveau local, il fournit au gouvernement des conseils de politique fondés sur la réalité du terrain et contribue de la sorte à la réforme de tout le système de gouvernement local et des lois correspondantes.

En riposte aux difficultés actuelles de la conjoncture financière, avec ses partenaires locaux et nationaux, le FENU a appliqué des mesures novatrices faisant usage des programmes de développement locaux en tant que plates-formes pour concevoir des systèmes de protection sociale au niveau des administrations locales. Au Népal, dans le cadre d'un programme de l'État pour la gouvernance locale et le développement communautaire, le FENU a mis en œuvre à titre pilote des activités de transferts de fonds conditionnels aux familles pauvres, le processus étant géré par les comités de développement villageois, qui sont l'instance administrative locale la plus basse. En RDP lao, dans le cadre d'un programme conjoint plus général avec le PNUD, le FENU explore les options de mise en œuvre à titre pilote de programmes de filets de sécurité gérés par les

districts, tels que l'assistance-travail et les transferts de fonds conditionnels. Au **Rwanda**, le projet conjoint du FENU et du PNUD intitulé *Projet d'appui au développement communautaire de Gicumbi et Rulindo* apporte son concours à un programme gouvernemental qui s'attache à accroître le rôle des districts et des secteurs dans le suivi et l'administration d'un programme de transfert de fonds ciblant les familles les plus pauvres.

Le FENU fournit également des appuis aux administrations locales pour la gestion des ressources naturelles, par exemple, en équilibrant l'offre et la demande de ressources naturelles rares de manière qui réponde aux besoins des communautés tout en assurant la disponibilité des ressources dans le long terme. S'agissant du développement économique local, les programmes du FENU contribuent à instaurer un environnement porteur par des investissements efficaces dans l'infrastructure économique, en appuyant l'amélioration des dispositifs de réglementation et en promouvant la disponibilité de services de développement des entreprises sensibles aux besoins ainsi que l'inclusivité du secteur financier. Ces programmes constituent également des plates-formes utiles pour renforcer les capacités et pour acheminer les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques au niveau des administrations locales.

de manière à élaborer une stratégie de retour au pays efficace ainsi que pour assurer la disponibilité de savoir-faire et de ressources pour le développement à long terme du pays. Au cours des cinq dernières années, en coopération avec la Commission européenne, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et diverses instances gouvernementales et municipales, le PNUD s'est employé à mettre en place des systèmes et des procédures de retour durables, conformes aux normes d'efficacité de l'aide internationale, telles que celles de la Déclaration de Paris. Au niveau local, près de 1 500 maisons particulières ont été reconstruites, une priorité spéciale étant accordée aux bénéficiaires transfrontaliers et minoritaires, et 51 projets techniques d'infrastructure, notamment de construction de routes, de réseaux d'alimentation en eau et en électricité et de systèmes de gestion des déchets solides, ont été menés à bien.

Le développement humain est impossible sans prise en considération du rôle des femmes. La pauvreté touche souvent le plus durement les femmes et les ménages ayant une femme à leur tête, celles-ci disposant de moins de possibilités économiques et politiques que les hommes pour améliorer leur bien-être et celui de leur famille. Au Pakistan, en partenariat avec des sociétés alimentaires, le PNUD a formulé un programme novateur de trois ans conçu pour renforcer le rôle des femmes rurales dans le secteur de l'élevage animalier et des produits laitiers, en réponse directe aux besoins exprimés par le gouvernement. Des travailleuses agricoles, sélectionnées dans les communautés où elles sont employées, suivent une formation pratique à la gestion de la santé du bétail et se voient remettre des trousses contenant des instruments de médecine vétérinaire, des médicaments et des vaccins. Elles retournent alors dans leurs communautés respectives où elles peuvent fournir aux pauvres ruraux des services de santé vétérinaire essentiels. Ces femmes, qui bien souvent ne disposaient pas de revenus avant de participer au programme, gagnent à présent environ 37 dollars par mois, ce qui accroît le revenu et la sécurité alimentaire de leur famille. Elles sont encouragées à contracter des

microemprunts pour lancer des petites entreprises. À la fin 2008, près de 75 000 ménages avaient bénéficié directement de ce programme, 2 900 femmes avaient suivi les cours de formation à l'élevage animalier et plus de 2 000 d'entre elles sont aujourd'hui établies à leur compte.

Partenaire de confiance du développement et coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le PNUD s'est vu confier pour mandat spécial de placer le VIH/sida au centre des stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté. Au **Tchad**, il finance une initiative gouvernementale ciblant les populations rurales, dont la plupart perçoivent encore le VIH/sida comme un problème urbain. Cette initiative

comporte des actions de sensibilisation, de prévention et de plaidoyer pour faire face à la maladie. Dans le cadre de l'une des activités menées en milieu rural en 2008, près de 8 000 dirigeants religieux et responsables villageois ont participé à des conversations communautaires sur le VIH/sida. Chacun d'eux s'est ensuite chargé de transmettre les informations qui lui avaient été communiquées à au moins six personnes de sa communauté, atteignant ainsi un total d'au moins 46 000 personnes.



En Égypte, le PNUD a appuyé, principalement dans les régions urbaines défavorisées, un projet visant à aider les microentrepreneurs à lancer, gérer et développer des entreprises génératrices de revenus. Le projet est autosuffisant depuis 2007.

Gouvernance démocratique : un vecteur de changement

LES EFFETS de la mauvaise gouvernance se font sentir inexorablement dans les domaines de la pauvreté, du VIH/sida, de la guerre civile et des changements climatiques. Il ne saurait y avoir de développement à moins que les instances gouvernementales de tous les niveaux ne soient sensibles, transparentes et responsables envers les administrés, tout particulièrement les plus pauvres et les plus marginalisés. En 2008, l'équipe de la gouvernance démocratique du PNUD a contribué aux travaux de 129 bureaux de pays par des initiatives de renforcement des parlements nationaux ainsi que de soutien direct aux pays. Les pays bénéficiaires ont émis des demandes d'aide de plus en plus nombreuses pour améliorer les dialogues de politiques et les processsus décisionnels participatifs, en particulier au niveau local; ils ont également sollicité des appuis pour renforcer leurs capacités institutionnelles de gouvernance afin de traiter une multitude de problèmes, depuis le déminage en phase de post-conflit jusqu'aux interventions face au VIH/sida. Par ailleurs, le PNUD répond actuellement aux requêtes de 70 pays bénéficiaires concernant l'alignement de la gouvernance démocratique sur les principes internationaux, en particulier pour ce qui a trait à la promotion des droits des groupes vulnérables et notamment des femmes.

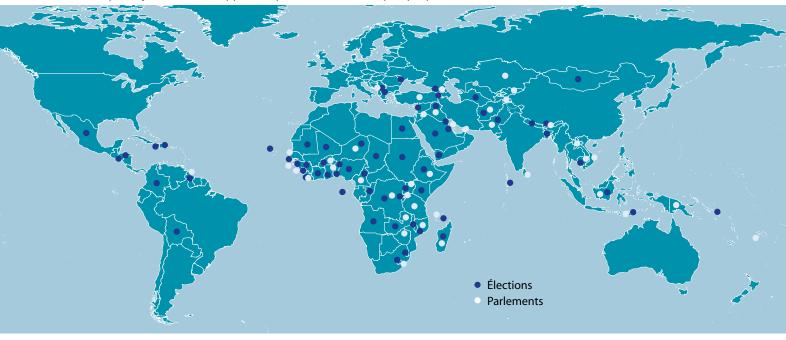
Le PNUD met en œuvre plusieurs initiatives concernant la gouvernance, tant au niveau général des régions, qu'à celui des pays et des localités. En 2008, il a fourni une combinaison d'appuis techniques, financiers et politiques à des démocraties émergentes ou en difficulté, notamment aux Maldives, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et à la Tanzanie. Le Programme d'approfondissement de la démocratie en Tanzanie, appuyé par le PNUD avec des donateurs gouvernementaux et internationaux, fournit une assistance technique et financière aux institutions, notamment au parlement, aux organismes d'administration des élections, aux partis politiques, à la



Ce centre de renseignements électoraux appuyé par le PNUD en Afghanistan avait reçu près d'un demi-million d'appels à la fin 2008.

APPUI DES PROCESSUS ÉLECTORAUX ET DES PARLEMENTS FOURNI DANS LE MONDE PAR LE PNUD 2006-2008

Tous les quinze jours, le PNUD appuie un processus électoral quelque part dans le monde.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ni acception officielles de la part des Nations Unies. La ligne en pointillés représente approximativement la ligne de contrôle du Jammu-et-Cachemire dont ont convenu l'Inde et le Pakistan. Les parties ne sont pas encore parvenues à un accord sur le statut définitif du Jammu-et-Cachemire; elle est indiquée sans préjudice de la question de souveraineté.

Source : Groupe de la cartographie des Nations Unies et PNUD / Bureau des politiques de développement

société civile et aux médias, qui jouent un rôle essentiel en faveur du renforcement du système multipartite réintroduit dans le pays en 1992. Les activités du PNUD vont de l'examen des cadres juridiques et institutionnels pour le développement démocratique à un soutien au processus d'inscription des électeurs.

Le PNUD joue un rôle de premier plan dans la promotion de la participation des citoyens aux processus décisionnels politiques, notamment pour les femmes et les pauvres. Le Programme apporte son concours, en moyenne, à une élection tous les quinze jours, tout en encourageant l'intervention des femmes dans la politique et l'investissement dans des médias libres et informés. L'année dernière, par exemple, il a fourni une aide substantielle à des élections démocratiques majeures au Bangladesh (voir page 18) et en Irak. En Zambie, à la fin 2008, le PNUD a coopéré avec la Commission électorale pour transformer une élection présidentielle potentiellement problématique, à la suite de la maladie et de la mort soudaines du président, en une élection pacifique et régulière, sur un préavis très bref et en l'espace de 90 jours. Son intervention a été d'une importance primordiale. Le Programme a harmonisé et géré l'appui international au processus électoral et a aidé la Commission électorale à sélectionner et à former 50 000 agents électoraux ainsi qu'à se procurer des matériels essentiels tels que les scellés pour les urnes, de l'encre indélébile et les bulletins de vote.

Au **Liban**, le PNUD a appuyé les efforts de réforme électorale par diverses activités, notamment par le

lancement d'une campagne de sensibilisation nationale à la réforme et par l'impression et la diffusion auprès de bibliothèques et du grand public de plus de 50 000 exemplaires du projet de loi en arabe, anglais et français. Avec le Conseil des femmes libanaises, il a parrainé 27 ateliers thématiques et régionaux, dont 12 consacrés à la participation des femmes aux élections parlementaires.

Le PNUD considère que seule une gouvernance décentralisée soigneusement planifiée et gérée peut permettre aux communautés d'influencer les décideurs et leur assurer apporter la capacité d'agir en conséquence. C'est pourquoi en Ancienne République yougoslave de Macédoine, il fait équipe avec le ministère de l'administration locale autonome ainsi qu'avec diverses municipalités pour améliorer la qualité des services publics au niveau local. Trois municipalités rurales de taille égale ont ainsi pu, par exemple, établir des divisions administratives communes pour la planification urbaine, la perception des impôts et les inspections locales. En outre, le Programme a contribué à la mise à jour de la base de données des habitants de cinq municipalités, ce qui a accru le nombre de contribuables de 30 %, et il a parrainé simultanément une campagne locale de sensibilisation aux droits et aux obligations des citoyens en matière fiscale. Le PNUD a commencé à mettre ce programme en application dans cinq autres municipalités. Au Nigéria, le PNUD œuvre avec le gouvernement pour mettre en place un régime fiscal à large base pouvant faciliter la réduction des droits de douanes et la levée d'autres obstacles au commerce en apportant de nouvelles sources de recettes publiques et en améliorant l'organisation des instances de perception pour en accroître l'efficacité, la transparence et la précision. La réforme fiscale est une composante majeure des réformes de l'économie et du secteur public du Nigéria ; elle constitue en particulier un moyen de réduire les énormes disparités actuelles entre les riches et les pauvres et de diversifier les sources de revenus de l'État en se dégageant de la sujétion au secteur pétrolier et en se tournant vers d'autres sources telles que les droits de douane, la taxe à la valeur ajoutée et la taxe de vente. Grâce à cette initiative, un système convivial

d'entreposage de données qui permet au fisc nigérian de suivre les données des contribuables a été mis en place; du personnel a été formé à l'exploitation du système et celui-ci a été relié à la base de données de la Commission des sociétés commerciales du pays pour effectuer des actualisations périodiques reflétant les nouveaux enregistrements de sociétés. Il a également été publié un rapport contenant une analyse des données recueillies sur les contribuables, une liste de contribuables potentiels et des stratégies pour assurer le respect des obligations fiscales.

En **Inde**, le PNUD fournit un appui technique et son expertise au gouvernement central dans le cadre de la

UNIFEM: QUI EST RESPONSABLE ENVERS LES FEMMES?

Les femmes sont extrêmement vulnérables à l'évolution des marchés mondiaux, vu l'absence de mesures qui les protègeraient. Leur vulnérabilité est apparue clairement durant la crise alimentaire, étant donné que les femmes assument non seulement la principale responsabilité de nourrir leur famille mais qu'elles constituent aussi de 50 à 80 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne et en Asie. L'emploi et la migration des femmes sont également soumis à l'influence de la conjoncture mondiale. L'exode des cerveaux du Sud vers le Nord, notamment des diplômés de l'enseignement supérieur, s'est récemment féminisé, le taux d'émigration des femmes ayant une éducation supérieure ayant dépassé celui des hommes. Ceci a des conséquences négatives pour le leadership économique des femmes dans les pays en développement.

Ces constats, ainsi que d'autres, sont présentés dans Le progrès des femmes à travers le monde 2008/2009, Qui est responsable envers les femmes? Genre et redevabilité. Cette importante publication bisannuelle du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) révèle qu'il est nécessaire de disposer de meilleurs mécanismes de responsabilisation et de suivi des progrès en matière d'égalité des sexes afin de pouvoir honorer les engagements nationaux et internationaux en faveur des droits des femmes. À l'heure actuelle, il y a quatre fois plus d'hommes que de femmes parlementaires dans le monde, plus de 60 % des travailleurs familiaux non rémunérés sont des femmes, les femmes gagnent encore en moyenne 17 % de moins que les hommes et environ un tiers des femmes subissent des violences sexospécifiques au cours de leur vie. Dans certaines régions du globe, une femme sur 10 meurt de causes liées à la grossesse, bien que les

moyens de prévention de la mortalité maternelle soient connus et efficaces par rapport au coût.

De telles disparités entre les sexes sont symptomatiques d'une crise de la redevabilité. Le rapport indique que les mécanismes de responsabilisation sont opérants pour les femmes lorsque celles-ci peuvent demander aux décideurs des explications et des informations et, éventuellement, des enquêtes et des dédommagements. Les femmes doivent être incluses dans les processus de supervision et la promotion des droits des femmes doit constituer un critère clé pris en compte dans l'évaluation des performances des fonctionnaires, des sanctions étant prévues en cas de manquements à cet égard. Le progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 contient une évaluation de chacun des OMD selon un point de vue sexospécifique et met l'accent sur cinq domaines clés où le renforcement de la redevabilité envers les femmes doit faire l'objet de mesures d'urgence : la politique et la gouvernance, l'accès aux services publics, les opportunités économiques, la justice, et l'allocation de l'aide internationale pour le développement et la sécurité. Dans chacun de ces domaines, le rapport expose en détail les moyens qui permettraient de renforcer les capacités de l'État, ou la bonne gouvernance, du point de vue des droits des femmes. Il signale cependant aussi que les donateurs d'aide multilatérale et les institutions de sécurité pourraient faire bien davantage pour honorer leurs engagements et assurer le respect des normes en matière d'égalité des sexes. Il n'existe pas à ce jour de mécanisme de suivi général convenu au sein des organisations multilatérales telles que les Nations Unies et les institutions financières internationales pour évaluer le montant de l'aide alloué à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes.



En partenariat avec l'Italie et le gouvernement du Liban, le PNUD appuie le dialogue entre jeunes Libanais et Palestiniens dans le nord du pays.

mise en œuvre de la Loi nationale de garantie de l'emploi rural par l'entremise d'un groupe technique consultatif comprenant des experts en suivi, formation et systèmes de communication et de gestion de l'information. Cette loi, mesure législative de lutte contre la pauvreté sans précédent, garantit 100 jours de travail par an à tout ménage rural dont les membres se proposent pour effectuer des travaux manuels non spécialisés contre un salaire minimum au lieu de toucher une allocation journalière de chômage. Entre autres résultats, le PNUD a sensibilisé le public aux droits octroyés en vertu de cette loi et a accru la

transparence par des projets pilotes novateurs de suivi du versement des salaires au moyen de GAB et de cartes intelligentes dans des régions rurales de cinq États : l'Andhra Pradesh, le Bihar, le Kerala, l'Orissa et l'Uttar Pradesh. Aux fins d'appuyer l'application de la loi, le PNUD encourage également l'établissement de partenariats entre le gouvernement et une multitude d'institutions spécialisées.



Le changement par la gouvernance au Bangladesh

Le **Bangladesh** est un pays en développement à forte densité de population qui, année après année, subit de plein fouet les effets des changements climatiques, sous la forme de cyclones, d'inondations et de moussons plus dévastateurs que les précédents. L'économie nationale s'est avérée résistante, mais les impacts des récentes crises internationales financières et commerciales, notamment le ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et la diminution des envois de fonds des travailleurs de l'étranger, remettent en question la réalisation des objectifs de développement.

Durant l'année écoulée, le PNUD a fait figure de partenaire clé au cours des préparatifs aussi longs que complexes de l'élection parlementaire de décembre, la première en l'espace de sept ans. Un gouvernement fiable et jouissant de la confiance du peuple étant indispensable au développement, l'élection n'est pas arrivée une minute trop tôt pour permettre au pays de s'attaquer aux problèmes du fléchissement de la croissance dû à la crise économique mondiale. Les vastes efforts systémiques de réforme électorale se sont traduits par une grande transparence et par un taux de participation électorale élevé. En association avec neuf donateurs et la Commission électorale du Bangladesh, le PNUD a aidé à dresser une liste électorale fiable informatisée de plus de 81 millions de personnes. Son assistance technique a été particulièrement importante et 500 000 agents électoraux ont ainsi pu être formés à l'emploi de plus de 10 000 ordinateurs portables avec caméra numérique et lecteurs d'empreintes digitales. Au-delà des chiffres, cette initiative a permis la tenue d'un processus électoral plus libre et plus régulier, ouvrant ainsi la voie à un renforcement de la démocratie au Bangladesh.

Le pays connaît de graves problèmes en rapport avec l'état de droit, la corruption et l'accès à la justice, qui touchent tous au premier chef les pauvres, les femmes et les jeunes. Il y a quatre ans, le PNUD a entrepris, en coopération avec la Police du Bangladesh, le ministère de l'Intérieur et des partenaires donateurs, un programme de réforme qui vise à accroître l'efficacité de la police nationale, notamment dans les domaines de la prévention du crime, des enquêtes et de la gestion et de la formation des ressources humaines. La première phase du programme s'achève et des changements significatifs ont déjà été instaurés : établissement de plus de 20 000 organisations de

Officier de police du Bangladesh aidant une infirme dans un bureau de vote lors des élections de 2008.

police de proximité pour resserrer les relations avec la population locale ; création du réseau des Policières du Bangladesh ; adoption par la police de directives sur le genre ; formation de 3 000 policiers aux techniques d'investigation, au leadership et à la gestion ; et établissement au niveau national d'une unité spéciale de lutte contre la traite des êtres humains. De récents sondages, dont un effectué par l'ONG Asia Foundation, indiquent que la population considère que les performances de la police du Bangladesh se sont améliorées ces deux dernières années.

Par ailleurs, les experts prévoient que l'élévation continue du niveau de la mer pourrait coûter au Bangladesh la perte de jusqu'à 15 à 18 % de sa superficie émergée, ce qui se traduira par 30 millions de réfugiés environnementaux d'ici 2050. Dans ce pays déjà surpeuplé et où les ressources en terre sont rares, les bouleversements sociaux résultant des migrations induites par les changements climatiques pourraient être dévastateurs, ce qui ne fait qu'accroître l'importance du travail du PNUD.

Il s'agit d'améliorer dans les plus brefs délais la planification des mesures d'urgence au niveau des districts et aux niveaux inférieurs, en sus du renforcement des capacités des dirigeants à prendre des décisions qui pourront sauver des vies, protéger les moyens d'existence et maintenir la sécurité. À ces fins, le PNUD a fait équipe avec le gouvernement et des donateurs internationaux pour mettre en place le Programme global de gestion des catastrophes du Bangladesh. Ce programme a établi un vaste réseau de quelque 75 entités, organisations gouvernementales, OSC et partenaires institutionnels, ainsi que d'organismes des Nations Unies dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il a contribué à élaborer un cadre législatif et réglementaire national pour la gestion des catastrophes, l'atténuation des risques et la gestion des interventions. Plus de 25 000 personnes ont été formées à la gestion des catastrophes et, chose peutêtre plus importante encore, il a été convenu au niveau national de directives pour la planification de l'évaluation et de la réduction des risques à l'intention de tous les organisations du secteur privé et associatif. Le programme a lancé une vaste évaluation des risques de séismes pour trois des grandes métropoles du Bangladesh, a établi un Centre national d'information pour la gestion des catastrophes raccordé par télécommunications aux 64 centres de district et a aidé le ministère de l'Environnement à se doter d'une Cellule Changements climatiques chargée d'interpréter les prévisions mondiales pour formuler des déclarations d'impact nationales.

Prévention des crises et relèvement :

la sécurité face aux crises

IL EST RECONNU de plus en plus largement que les conflits et les catastrophes naturelles opposent des obstacles majeurs au développement humain et à la réalisation des OMD. Au seuil d'une ère nouvelle marquée par de multiples incertitudes, il devient de plus en plus important de renforcer les capacités nationales en matière de prévention et de gestion des crises. Le PNUD, toujours soucieux d'assurer une appropriation nationale des initiatives de renforcement des capacités, a un rôle central à jouer pour aider les pays à prévenir les crises, à en atténuer les effets et à promouvoir le relèvement. La demande d'appuis en faveur de la prévention des crises et du relèvement n'a fait que croître en 2008, tout particulièrement pour la réduction des risques de catastrophes, et le PNUD est intervenu dans ce domaine dans 83 pays en développement. Il a concentré son action sur la réduction des risques, l'aide à la gouvernance en phase de post-crise et la reconstruction des fondations du développement dans les communautés affectées.

Le rétablissement de la sécurité au niveau des communautés, la restauration de la cohésion sociale et la promotion de la réconciliation sont essentiels pour assurer un relèvement durable au lendemain des conflits violents. En 2008, le PNUD a soutenu un certain nombre de pays pour



Grâce au soutien du Gouvernement du Japon, le PNUD a aidé le Gouvernement irakien à améliorer l'approvisionnement en électricité dans la région kurde.

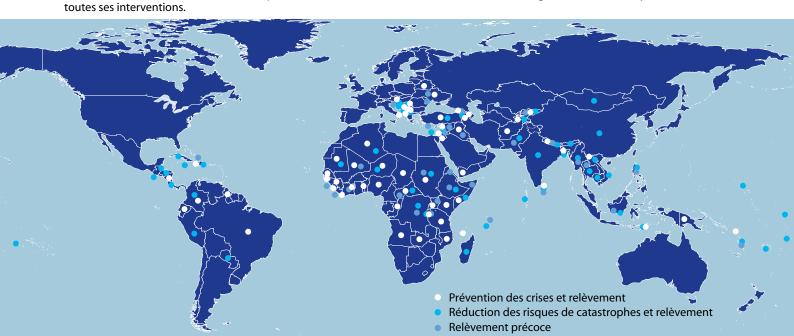
favoriser la sécurité communautaire et la cohésion sociale post-conflits ; il a contribué notamment au renforcement des capacités locales d'action antimines, à la réduction de la disponibilité des armes légères et de l'incidence de la violence armée, et au retour et à la réinsertion sociale des personnes et des groupes affectés par les conflits. Le Programme a appuyé l'interdiction des armes à sousmunitions et la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, ce qui a abouti à l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions, dont 95 pays sont signataires.

En moyenne, le PNUD intervient chaque année dans une dizaine de situations de crise, lesquelles transforment radicalement son travail dans les pays, parfois pendant de longues années, car les populations touchées ont besoin d'appuis urgents pour refaire leur existence. Il joue un rôle directeur au sein du système des Nations Unies en matière de planification du relèvement précoce, processus qui se situe en parallèle aux interventions humanitaires. Concept relativement nouveau, le relèvement précoce assure la jonction, d'une importance vitale, entre les secours humanitaires et le relèvement à long terme ou, en d'autres termes, entre la dépendance et l'autosuffisance. Le PNUD est le principal coordonnateur du Groupe de travail thématique du Comité permanent interorganisations sur le relèvement accéléré, dont la mission est précisément d'assurer la transition vitale de l'apport des secours humanitaires au relèvement à long terme et à la reprise du développement.

Au niveau national, en 2008, le PNUD a fourni un appui au relèvement précoce dans 20 pays. L'un des principaux domaines d'application de cet appui était le renforcement de la gouvernance en phase de post-crise via l'accroissement des capacités gouvernementales au niveau national et local; c'est ainsi qu'il a aidé les communautés à retrouver des moyens d'existence au Belize, en Chine, en Géorgie, en République dominicaine et au Soudan, qu'il a soutenu les processus de retour et de réinsertion en Mauritanie, en Turquie et à Sri Lanka, et qu'il a favorisé le rétablissement de l'état de droit et de la sécurité communautaire en République centrafricaine et au Tchad. Le PNUD a également élaboré en 2008 un nouveau programme mondial sur le renforcement de l'état de droit dans les pays en situation de conflit et de postconflit qui accorde une place toute particulière à l'accès des femmes à la justice, au renforcement des institutions et à la justice transitionnelle.

En 2008, dans le cadre de ses activités de relèvement des crises, le PNUD a formé en **Irak** des centaines de fonctionnaires et créé de milliers d'emplois de courte durée qui ont bénéficié indirectement à des millions d'Irakiens. Il a établi un programme de réconciliation comprenant des ateliers et parrainé des voyages d'études à l'intention des hommes d'affaires, du monde politique,

LE PNUD APPUIE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DES CRISES ET DE RELÈVEMENT DANS DE NOMBREUX PAYS - 2006–2008 Le PNUD est intervenu face à XX catastrophes naturelles et situations de conflit, en faisant de l'égalité des sexes une priorité dans



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ni acception officielles de la part des Nations Unies. La ligne en pointillés représente approximativement la ligne de contrôle du Jammu-et-Cachemire dont ont convenu l'Inde et le Pakistan. Les parties ne sont pas encore parvenues à un accord sur le statut définitif du Jammu-et-Cachemire ; elle est indiquée sans préjudice de la question de souveraineté.

Source: Groupe de la cartographie des Nations Unies et PNUD

des ONG et des medias. Pour conforter l'état de droit, il a créé une base de données en ligne contenant toute la jurisprudence irakienne en vigueur depuis 1917 et a formé des juristes à son utilisation. En outre, le nouveau gouvernement ayant commencé à reprendre sa place sur la scène internationale et recherchant des prêts ainsi que des subventions, le PNUD a ouvert un bureau de facilitation du crédit, grâce auquel le pays s'est vu accorder très rapidement par le Japon un prêt de 140 millions de dollars pour l'achat d'équipement électrique.

Depuis 1985, le PNUD œuvre dans la bande de Gaza,

où il a exécuté directement des projets d'une valeur totale de plus de 321 millions de dollars. À la suite immédiate de l'escalade de la violence survenue en décembre dernier, le Programme d'assistance au peuple palestinien (PAPP) du PNUD a intensifié ses activités à Gaza, zone d'instabilité constante ; il a commencé par des distributions d'aide alimentaire à plus de 30 000 Palestiniens en sus du déploiement de ses experts en relèvement précoce dans le cadre de son projet SURGE (voir page 36) pour contribuer aux évaluations des besoins de relèvement et de reconstruction. Par ailleurs, outre ces ripostes immédiates, le PNUD sait que le redressement économique est une composante clé de tout plan de relèvement postcrises. En conséquence, il a commandité un sondage des ménages afin de déterminer les priorités des habitants de Gaza en matière de relèvement et il a conclu avec l'Autorité palestinienne un accord portant sur l'octroi de 50 millions de dollars pour apporter une aide en

numéraire aux populations affectées. Enfin, et c'est peutêtre là la mesure la plus importante, vu la forte sujétion de l'économie de Gaza à l'agriculture, le PNUD a convenu de mettre en œuvre un projet de 270 millions de dollars pour indemniser les agriculteurs dont la propriété a subi des dégâts. Ce projet devait bénéficier dans sa phase initiale à quelque 8 000 ménages agricoles. Le PAPP coopère également avec l'administration locale des territoires palestiniens occupés depuis 2006 pour établir un système autonome à l'intention des familles pauvres durement touchées et dépendantes de l'aide humanitaire pour obtenir des revenus indépendants. Plus spécifiquement, en consultation avec la Banque islamique de développement et les ministères des affaires sociales, de la planification et du travail, le PNUD a aidé à identifier les familles nécessiteuses et à mettre en place un mécanisme de sécurité sociale par l'entremise duquel 189 ménages ont bénéficié d'allocations et de microprêts pour lancer leur propre entreprise autonome; grâce à cette initiative, certaines familles ont pu accroître leurs revenus de 150 dollars par an.

Le PNUD considère d'une importance capitale la prise en considération des besoins et des expériences des femmes et des filles en période de crise et la promotion de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes dans tous les domaines de la prévention des crises et du relèvement. En conséquence, il soutient l'adoption et l'application de lois de protection du statut des femmes, s'attache à fournir à celles-ci une aide juridique, un accès

à la justice et encourage les réformes juridiques allant dans ce sens. Il promeut la participation et le leadership des femmes tant au niveau communautaire qu'au niveau institutionnel, insiste sur leur participation à tous les stades des processus de paix et de relèvement, et renforce leurs réseaux d'éducation.

En République démocratique du Congo (RDC), le PNUD fournit actuellement son appui au gouvernement pour promouvoir l'état de droit et renforcer les capacités des OSC locales afin de mettre sur pied un réseau de 150 avocats et agents parajuridiques spécialisés dans le domaine de la violence sexospécifique. En outre, avec l'équipe de pays des Nations Unies, il œuvre auprès du gouvernement pour renforcer son rôle dans la prévention de la violence sexospécifique dans l'est du pays, traduire les auteurs des violations en justice, veiller à ce que les victimes reçoivent tous les traitements nécessaires et le dédommagement approprié, et établir les bases d'une réhabilitation des auteurs des faits en vue de la réconciliation et de la cohésion sociale. Au **Timor-Leste**, plus de 700 femmes ont participé au Programme d'emploi indépendant pour les femmes, parrainé par le PNUD, et ont bénéficié d'une formation professionnelle des plus utiles qui leur a permis de lancer leur propre entreprise et de contribuer ainsi au redressement économique et à l'amélioration de la situation pour le retour et la réinstallation des populations déplacées. Au Kosovo, l'initiative Sûreté et sécurité des femmes a renforcé la protection des femmes et des filles et plaidé en faveur d'une sûreté accrue pour elles. Cette initiative a eu pour effet d'amener le gouvernement ainsi que d'autres institutions à inscrire la lutte contre la traite des personnes au premier rang de leurs priorités et a abouti à l'adoption de la Loi nationale contre la violence familiale et de la Stratégie contre la violence familiale.

En raison des changements climatiques mondiaux qui imposent des contraintes particulièrement dures à des millions de personnes parmi les plus pauvres, la riposte aux catastrophes naturelles occupe une place croissante dans les programmes de prévention des crises et de relèvement du PNUD. Celui-ci est déterminé à renforcer son appui en faveur des pays sujets à des catastrophes dont les capacités actuelles de gestion et de réduction des risques sont insuffisantes. Il les aide à formuler des méthodes d'atténuation, notamment des systèmes d'alerte rapide ainsi que des codes de construction et des plans de développement local sensibles aux catastrophes.

En tant que principal organisme de coordination des efforts de relèvement déployés par les Nations Unies, le PNUD a œuvré avec la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans le cadre du relèvement immédiat ainsi qu'à long terme au **Guatemala**, après les ravages étendus causés par l'ouragan Stan en 2005. Le Programme

conjoint de secours d'urgence post-Stan des Nations Unies a secondé les efforts déployés par le Gouvernement du Guatemala et des OSC locales pour identifier et concevoir de nouvelles communautés urbaines devant être implantées dans des « sites sûrs » après des études d'impact environnemental. En mars 2009, des centaines de familles s'étaient installées dans ces villes, toutes construites à partir de zéro, et des centaines d'autres avaient bâti de nouvelles maisons sur leur propre terrain. Au total, 2 179 familles ont pu emménager dans de nouveaux logements et bénéficier des services rétablis, tandis que 2 300 adultes affectés par la catastrophe ont réintégré le marché du travail après avoir été formés comme maçons, électriciens, forgerons et plombiers. D'ici la fin 2009, 11 communautés et 1 157 maisons de plus seront reconstruites. Par ailleurs, cette initiative a été étendue à des communautés non affectées, mais à risque, de quatre autres régions administratives du Guatemala. Enfin le type de logement résistant aux catastrophes construit grâce au programme, d'une surface d'habitation double de celle du logement de base, a été inclus en tant que modèle de « logement populaire digne » dans la Nouvelle loi sur le logement récemment adoptée dans le pays.

Au lendemain immédiat du séisme de mai 2008 en Chine, en collaboration avec le gouvernement, le PNUD a mobilisé des appuis pour les secours et les activités de relèvement, qui ont permis notamment de distribuer des matériels pour les sinistrés, tels que des tentes, des courtepointes, des couvertures et des dispositifs d'éclairage d'urgence à 315 000 personnes. En outre, il a apporté son concours à des sessions modèles de planification participative sur la reconstruction dans 19 communautés, processus qui doit être reproduit dans 5 400 villages frappés par la catastrophe. Au Myanmar, le PNUD était le seul organisme des Nations Unies ayant des bureaux de terrain dans le delta de l'Irrawaddy avant le passage du cyclone Nargis, en mai 2008, qui a fait plus de 138 000 morts ou disparus et qui a bouleversé l'existence de 2,4 millions de personnes. Le PNUD a assuré la coordination avec les autorités gouvernementales et a œuvré en étroite coopération avec les organismes de secours tels que le PAM, l'Organisation internationale pour les migrations, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le HCR pour transporter et distribuer des articles de secours de première nécessité. Les équipes médicales du PNUD ont également dispensé des soins dans les villages du delta, où le cyclone avait fait, officiellement, près de 20 000 blessés. Vu le besoin d'une planification avancée pour le relèvement à long terme, le PNUD a lancé un programme stratégique de relèvement précoce dans 250 villages en parallèle aux activités de secours d'urgence. Ce programme a aujourd'hui atteint plus de 500 villages et il devrait en atteindre 750 d'ici la fin 2009. Le PNUD fournit toute une gamme d'appuis pour le rétablissement

des moyens d'existence et des organisations communautaires, la reconstruction de bâtiments et d'ouvrages d'infrastructure villageoise, ainsi que la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux catastrophes au niveau des communautés et des municipalités.

En 2008, en réponse à des catastrophes naturelles récentes dans la province d'Aceh en Indonésie, où des accords de paix ont été conclus il y a trois ans, le PNUD a entrepris d'appliquer une stratégie globale réunissant trois programmes intégrés pour consolider la paix, réduire l'impact de futures catastrophes naturelles et jeter les fondations d'un redressement économique durable qui bénéficiera à tous les habitants de la région, sinistrés ou non. Dans le cadre du projet des Partenariats d'Aceh pour le développement économique, le PNUD a mené diverses activités avec le gouvernement provincial, notamment pour évaluer la demande potentielle d'exportation de café et de cacao, établir un Forum du café administré au niveau local en tant qu'organisme officiel du secteur pour la province, distribuer 37 600 outils agricoles et du matériel à des coopératives de caféiculture et à près de 12 000 producteurs, et appliquer un modèle novateur de chaîne logistique qui a abouti à des passations de commandes d'exportation substantielles, de quelque 10 millions de dollars. La pauvreté rurale recule dans la province et une composante clé de ce progrès est le rétablissement des activités agricoles à un niveau au moins égal à celui d'avant le tsunami.

Le PNUD n'ignore pas que l'échange de ressources, de technologies et de connaissances entre les pays en développement, à savoir la coopération Sud-Sud, a un rôle clé à jouer dans les efforts de développement, notamment dans la prévention des crises et le relèvement. En Haïti, il a œuvré avec le gouvernement pour appliquer un modèle de ramassage des déchets ayant fait ses preuves au Brésil. Le projet emploie 385 habitants d'un taudis de Port-au-Prince au ramassage de déchets solides puis à leur traitement pour en faire des briquettes combustibles. Les amoncellements d'ordures qui bloquaient les canaux



Le PNUD continue d'aider les communautés indonésiennes frappées par le tsunami de 2004. Ici, des travailleurs nettoient un étang de pisciculture.

de drainage et contribuaient à de graves inondations, ont ainsi été éliminés.

Afin d'améliorer la cohérence de leurs interventions dans les situations de crise et d'après-crise, les Nations Unies, le PNUD et la Banque mondiale ont convenu en 2008 de formaliser leur coopération dans ces situations et ont énoncé des directives concernant le travail avec les autorités nationales et les autres partenaires. Cet accord demande également à la Banque mondiale et aux organismes des Nations Unies d'améliorer les communications interorganisations, de renforcer la planification conjointe, d'accroître la collaboration en matière de financement et de rationnaliser le transfert des ressources financières entre organisations.

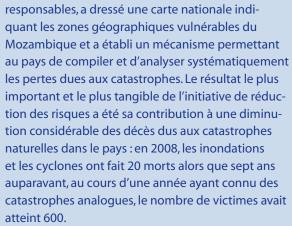
Riposte à la crise au Mozambique OS PLAN

Les travaux du PNUD au **Mozambique** mettent en évidence l'attachement du Programme à une approche multilatérale, ainsi que sa capacité d'œuvrer avec les instances gouvernementales pour formuler des ripostes face aux multiples crises qui secouent actuellement le monde. Depuis 1976, le Mozambique a été frappé par au moins 45 grandes catastrophes naturelles, inondations, cyclones, sécheresses et séismes. En janvier 2008, alors qu'il se remettait encore des crues dévastatrices du début 2007, le pays a subi derechef une nouvelle série d'inondations causées par une forte pluviosité sur son territoire ainsi que par d'importantes précipitations persistantes dans les pays voisins.

Le coût humain de ces catastrophes est très élevé et leur impact économique très grave. C'est ainsi que les crues de 2000 ont réduit à moins de 2 % le taux de croissance du PIB qui dépassait jusqu'alors 10 %, les pertes directes et indirectes étant estimées à 488 millions de dollars. Pas moins de 25 % des habitants sont exposés à un risque élevé de mortalité du fait des aléas naturels et le Mozambique se classe au second rang des pays géographiquement exposés en Afrique. En coopération avec sept autres organismes des Nations Unies également présents sur le terrain, le PNUD participe à une initiative de réduction des risques de catastrophe et de préparation aux urgences au Mozambique, dans le cadre de la réforme « Unis dans l'action » des Nations Unies,



qui vise à harmoniser toutes les activités, politiques et approches de l'Organisation au niveau des pays. Le PNUD fournit des appuis techniques et financiers et fait figure de chef de file pour le plaidoyer en faveur d'une meilleure intégration des stratégies de réduction des risques de catastrophe dans la planification nationale et locale du développement. Il dirige également un groupe de travail des donateurs sur la réduction des risques de catastrophe et mène une étude sur les problèmes socio-anthropologiques à résoudre dans les processus de réinstallation après les inondations. En outre, avec l'Institut national de gestion des catastrophes, cette initiative a mis en place un système national d'information sur les risques en tant qu'aide à la décision pour les



En 2008, la hausse des prix alimentaires et énergétiques a déclenché des émeutes, ce qui a suscité des craintes pour la stabilité du pays. Le président Armando Guebuza a lancé un appel spécial à l'aide pour atténuer les effets de la crise alimentaire mondiale dans le pays. Le PNUD y a répondu en appuyant une action d'assistance technique rapide dans le cadre de laquelle il a fourni des matériels et des outils agricoles essentiels, notamment des tracteurs, du matériel d'irrigation et un moulin à riz, à des organisations de jeunes agriculteurs ainsi qu'à des exploitants des provinces australes frappées par la sécheresse. Déjà, les associations de jeunes ont préparé des centaines d'hectares de terres arables et, au moyen du matériel d'irrigation, ont augmenté la production de riz, de maïs et de choux d'environ 30 %, estime-t-on. À un niveau plus général, cette intervention a eu pour effet de renforcer ainsi que d'aligner les capacités du gouvernement et des OSC au niveau national, provincial et local en matière de planification de mise en œuvre et de suivi du développement socioéconomique, l'accent étant mis tout particulièrement sur l'accès des gens aux services commerciaux et financiers.



Un Centre d'opérations d'urgence mobile a été établi dans la province de Gaza pour coordonner les exercices de secours en préparation aux prochaines catastrophes naturelles au Mozambique.

Environnement et développement durable : les apports d'une économie verte

ALORS QUE LES PAYS en développement et les donateurs s'emploient à trouver des solutions immédiates aux problèmes économiques pressants, la durabilité environnementale se voit reléguée une fois encore au second plan. Or les problèmes de l'environnement sont aujourd'hui plus urgents que jamais, car la réduction de la pauvreté et la prospérité à long terme ne peuvent s'obtenir que par des mesures résolument axées sur le développement durable. En tant que réseau mondial de développement dont disposent les Nations Unies, le PNUD considère que les changements climatiques exigent un nouveau modèle de développement, qui intègre les questions climatiques à tous les niveaux de la planification du développement, qui relie les politiques de développement au financement de solutions et qui aide les pays à réduire l'intensité carbone de leur économie tout en veillant à la durabilité de celle-ci. Fort de sa vaste expérience dans le domaine de l'environnement, il a adopté en 2008 une nouvelle



Un partenariat du PNUD consacré à la réfection de puits à eau en Ouzbékistan, dans le district de Mingulak, a permis d'améliorer la qualité de l'eau de boisson et, en conséquence, de réduire les taux d'incidence des maladies infectieuses.

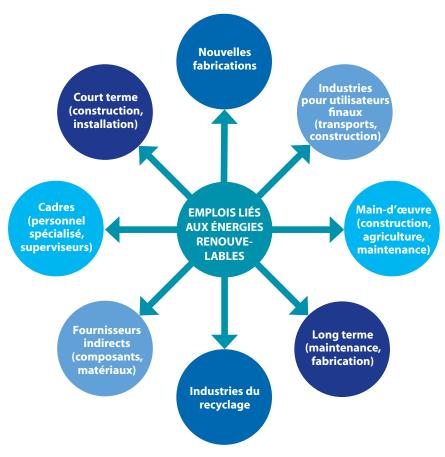
stratégie sur les changements climatiques visant au renforcement des capacités des pays en développement à prendre des décisions de politique et d'investissement informées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, atténuer la pauvreté et accélérer la réalisation des OMD. Cette stratégie énonce également les modalités de coopération du PNUD avec les autres organismes des Nations Unies, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) - qui réunit le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale - la société civile et le secteur privé.

Le PNUD promeut les efforts d'atténuation des changements climatiques ainsi que d'adaptation, car tous deux sont essentiels pour relever les défis actuels. S'agissant de l'atténuation, le PNUD s'attache notamment à favoriser une amélioration de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs et pour tous les usages ainsi qu'un recours accru à un large éventail d'énergies renouvelables, et à faciliter l'accès des pauvres à l'énergie, la réforme des politiques et le renforcement des capacités. Pour l'adaptation, il fournit un appui aux pays et les aide à intégrer les risques climatiques dans leurs politiques et plans nationaux de développement, à formuler des options de financement pour faire face aux coûts nationaux de l'adaptation, et à partager les connaissances et l'expérience dans ce domaine. La valeur ajoutée qu'il apporte dans la prévention et l'atténuation des effets des changements climatiques provient de sa solide présence sur le terrain dans 166 pays et de sa capacité opérationnelle ainsi que de ses connaissances spécifiques; le PNUD dispose ainsi d'experts en changements climatiques et des spécialistes de l'élaboration de projets, combinaison qui lui permet de mettre en œuvre des interventions efficaces au niveau des pays. Par exemple, une fois que l'accord final sur le nouveau Protocole de Kyoto sera conclu, le PNUD aidera les pays membres à solliciter des fonds et des appuis technologiques et à les gérer conformément à leurs obligations découlant du nouveau régime mondial des émissions de carbone. En fait, il a lancé une initiative novatrice de renforcement des capacités par laquelle il œuvre avec 13 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes, pour choisir trois secteurs clés (énergie, agriculture et tourisme, par exemple), en préparation d'un atelier interministériel national sur les actions nationales relatives au climat et le Plan d'action de Bali. Une fois ces secteurs identifiés, le PNUD aidera les pays à évaluer l'ampleur et l'intensité des efforts nationaux nécessaires pour faire face aux problèmes des changements climatiques, ainsi qu'à établir des estimations plus précises des fonds nécessaires pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées.

L'impact conjugué croissant des changements climatiques et de la crise économique est porteur de possibilités de réel changement en matière de développement.

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES CRÉENT DE NOMBREUX EMPLOIS DANS DE NOMBREUX SECTEURS :

Le PNUD élabore de nouveaux partenariats, des instruments de planification, des politiques publiques et des instruments financiers qui contribuent à transformer les marchés ainsi qu'à en créer, pour le bénéfice des populations et de l'environnement.



Source: Nations Unies Illustration: Pamela Geismar

Le PNUD élabore de nouveaux partenariats, des instruments de planification, des politiques publiques et des instruments financiers qui contribuent à transformer les marchés ainsi qu'à en créer, pour le bénéfice des populations et de l'environnement. En 2008, il a mobilisé plus de 500 millions de dollars de dons et plus d'un milliard de dollars de cofinancements connexes par l'entremise du FEM, du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et d'autres grandes initiatives. En contribuant à la protection des forêts de notre planète, le PNUD protège les moyens d'existence communautaires tout en favorisant la réduction des émissions de carbone. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le déboisement est responsable aujourd'hui de près de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui confère à la lutte contre ce phénomène une extrême urgence. Le PNUD, en partenariat avec la FAO et le PNUE, mène les efforts mondiaux déployés dans ce sens. En juillet 2008, les trois organismes ont fait équipe avec la Norvège, qui a financé la phase initiale du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies (UN-REDD) de 35 millions

de dollars. L'UN-REDD aide les pays en développement à élaborer des stratégies nationales, à surveiller le couvert forestier et les stocks de carbone, et à mettre en œuvre des projets pilotes de gestion forestière qui protègent les écosystèmes et maximisent le stockage du carbone tout en apportant aux communautés des moyens d'existence et divers avantages.

Un projet de récupération et d'utilisation commerciale du méthane de houille, exécuté en **Inde** sur financement du FEM, démontre que cette récupération pendant et après l'extraction de la houille est commercialement viable et que le gaz ainsi récupéré est un carburant propre utilisable par les centrales électriques et les camions. Ce projet d'une durée de neuf ans évite l'émission de quelque 180 000 tonnes of CO₂ par an, soit l'équivalent des émissions de 180 000 automobiles. Il a été démontré que la capture du méthane, gaz à fort effet de serre, est écologiquement rationnelle et économiquement rentable. Les pratiques du projet ont été inscrites au programme d'études de l'École des Mines de l'Inde à Dhanbad (État du Jharkhand) ; elles influent sur la politique de récupération du méthane en Inde, la technologie ayant même



Le PNUD appuie en Haïti un projet de ramassage des ordures d'un quartier de taudis qu'il recycle pour en faire des briquettes combustibles à usager ménager.

été mentionnée dans le dernier plan quinquennal du gouvernement. En **Fédération de Russie**, le volume des émissions de gaz à effet de serre augmente constamment depuis 1999, parallèlement à la croissance économique. Un programme d'efficacité énergétique financé par le FEM, entrepris en partenariat entre le gouvernement en 2002, a déjà apporté plusieurs solutions intéressantes dans le secteur du bâtiment ; à la fin 2008, par exemple, il avait été étendu et avait permis d'installer des systèmes d'éclairage économiques dans les bâtiments publics et résidentiels de plusieurs provinces. Il a également obtenu un engagement de 100 millions de dollars, accordé par le gouvernement et d'autres partenaires, grâce auquel ses activités pourront être considérablement développées.

Les inquiétudes suscitées par la récente volatilité des prix alimentaires venant s'ajouter aux vives préoccupations inspirées par la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, le PNUD a mis en place des programmes qui aident les autorités gouvernementales à traiter ces deux problèmes. Au **Rwanda**, l'un des pays les plus pauvres et les plus densément peuplés de l'Afrique, un programme environnemental lancé en 2006 a déjà restauré 1 300 hectares de terres grâce à des mesures d'agroforesterie, notamment la plantation de roseaux et d'arbres fruitiers le long des rives du lac Kivu. À la fin 2008, plus de 1 100 ménages avaient bénéficié de l'initiative, appuyée conjointement par le PNUD et par

une subvention du Gouvernement des Pays-Bas. La restauration de cet écosystème vital a arrêté l'érosion du sol et accru la sécurité alimentaire en permettant la mise en valeur de terres précédemment dégradées. Les bénéficiaires peuvent aussi récolter les roseaux lorsqu'ils arrivent à maturité et les vendre en tant que matériaux de clôture et de toiture. En outre, ces roseaux contribueront à atténuer les dégâts causés au sol par les violentes averses qui sont de plus en plus fréquentes au Rwanda, du fait des changements climatiques.

L'impact des crises financière et économique sur les moyens d'existence et les revenus dans le monde en développement a souligné l'importance primordiale d'une approche pro-pauvres de la protection de la biodiversité et de la réhabilitation des écosystèmes. En effet, l'environnement naturel apporte aux pauvres la sécurité alimentaire, des combustibles, des logements et des médicaments, ainsi que des moyens d'existence et constitue une composante intégrale du bien-être humain et du développement économique. Au Bénin, la forte dépendance en bois-énergie menace l'écosystème forestier ; le problème est aggravé par le manque d'accès aux moyens d'utiliser les énergies renouvelables telles que le biogaz et l'électricité solaire. Le FEM apporte son concours à plusieurs groupes de femmes pour encourager l'utilisation de foyers traditionnels en terre; ceux-ci ont été adoptés par un cinquième des ménages des villages ciblés qui ont ainsi

réduit leur consommation de bois de 50 %. En Iran, dans le cadre d'un projet financé par le FEM, le PNUD œuvre avec le gouvernement et les communautés locales pour réhabiliter de manière économique des parcours d'élevage désertifiés au moyen de nouvelles plantations de grande envergure et d'initiatives conçues et menées par les communautés. Ce projet a eu pour effet direct qu'un tiers des postes de direction au sein des comités locaux de gestion des ressources sont à présent détenus par des femmes et que celles-ci représentent les deux tiers des participants à des cours de formation professionnelle portant notamment sur l'élevage de volaille, la culture du blé, la vaccination du bétail, le tissage de tapis et la production de tapisseries.

Le PNUD appuie l'établissement d'industries d'écotourisme dans les écosystèmes fragiles au Cambodge, au Maroc, en Ouzbékistan et au Yémen. L'archipel de Socotra, au large du Yémen, est l'une des 10 formations insulaires possédant la plus grande biodiversité au monde ; c'est aussi l'une des régions les plus pauvres et les plus défavorisées du pays. Le PNUD œuvre avec le gouvernement en partenariat avec des donateurs pour promouvoir l'écotourisme et les pratiques de pêche durable, ainsi que pour renforcer les capacités des communautés locales en matière de développement de moyens d'existence durable pour répondre à leurs besoins fondamentaux immédiats. À la fin 2008, quatre aires protégées avaient été établies à Socotra, l'archipel avait été classé site du patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un suivi des pratiques de pêche du homard avait été mis en place et un programme de formation à l'écotourisme avait commencé.

En temps de crise mondiale, il est important de ne pas oublier les impacts négatifs du manque d'eau potable et d'installations d'assainissement appropriées sur le développement. Le PNUD renforce les connaissances et les capacités de spécialistes de nombreux pays en développement en matière de gestion des déchets et de l'eau. Les insuffisances de l'alimentation en eau propre et de

l'assainissement causent actuellement chaque année près de deux millions de décès d'enfants. Comme les changements climatiques menacent d'accroître la rareté de l'eau, il est plus vital que jamais de gérer nos ressources le plus judicieusement possible tout en veillant à ce que les connaissances utiles acquises par les uns soient adaptées et mises à profit par les autres. La gestion des déchets solides est un problème majeur à Sri Lanka, où les municipalités et les administrations locales sont mal équipées, face à l'urbanisation et à la commercialisation croissantes, pour répondre à la demande de services efficaces de mise au rebut sanitaire des déchets solides. Ces déchets sont souvent déchargés dans des zones ouvertes, des marécages et le long des berges de cours d'eau. Les services de ramassage sont irréguliers et lents et les amoncellements d'ordures en bordure des routes présentent des dangers pour la santé de la population et de l'environnement. Dans le cadre d'une initiative de restauration de l'environnement post-tsunami financée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, le PNUD a appuyé en 2008 un projet d'énergie propre à gestion communautaire qui, au moyen de microfinancements, a aidé les populations locales à traiter des déchets biodégradables pour en faire des biocarburants et des engrais. Huit communautés urbaines à faible revenu se sont vu octroyer des financements pour se doter d'unités à biogaz ; certains ménages ont bénéficié du projet en se servant du biogaz pour faire la cuisine ou en utilisant les engrais dans leurs jardins potagers; d'autres ont bénéficié du modèle de financement faisant appel à des redevances perçues pour la vente du gaz et le ramassage des déchets ; mais surtout, les communautés toutes entières ont bénéficié du projet du fait de la réduction radicale du volume des déchets solides mis au rebut sans précautions et des épidémies, notamment de dengue, qui en résultent.

Le PNUD et le système des Nations Unies : focalisation sur le développement

DURANT TOUTE L'ANNÉE 2008, le système des Nations Unies a continué d'intensifier ses efforts visant à accroître l'impact des contributions qu'il apporte aux priorités et aux plans de développement nationaux. Ces actions s'inscrivent dans la ligne de la réforme des Nations Unies et répondent à l'appel lancé en 1997 par l'Assemblée générale dans lequel celle-ci exprimait la volonté de forger un système de développement plus cohérent, plus efficace et plus efficient. Elles ont toutefois revêtu une pertinence toute particulière étant donné les défis significatifs auxquels sont confrontés les pays en développement pour conserver leurs acquis et leurs accomplissements, lesquels sont remis en cause notamment par les crises financière et alimentaire mondiales et par leur impact sur les pauvres, ainsi que par les effets néfastes des changements climatiques. Du fait de ces récents revers, on a relevé des signes qui indiquent que de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les OMD d'ici 2015. Le système de développement des Nations Unies reconnaît qu'il doit, aujourd'hui plus que jamais, s'unifier et rassembler ses nombreux

mandats et ses connaissances spécialisées de manière à répondre plus efficacement aux priorités et aux divers défis nationaux.

En tant que gestionnaire du système des coordonnateurs résidents, le PNUD est fermement déterminé à veiller, avec ses partenaires des Nations Unies, à ce que le système de développement des Nations Unies ait une action collective plus cohérente, de manière à en faire un agent plus efficace qui apporte des améliorations notables aux conditions de vie des populations des pays où il intervient. Le PNUD sait aussi, comme ses partenaires au développement des Nations Unies, que la cohérence et l'efficacité doivent reposer sur l'appropriation nationale et sur l'alignement avec les programmes et systèmes nationaux. Un processus de planification conjointe mène à une programmation conjointe, à un plaidoyer conjoint, à un processus transparent et inclusif d'attribution des financements aligné sur les priorités nationales et à des approches harmonisées des activités, de manière à réduire les coûts de transaction et à accroître l'efficacité.



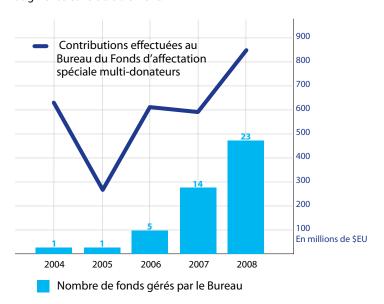
Le Secrétaire général Ban Ki-moon visite une exposition sur le thème « Unis dans l'action » organisée en Tanzanie.

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE MULTI-DONATEURS : ÉTAT DES LIEUX

Dans le cadre de son appui à la cohérence de l'action du système des Nations Unies, le PNUD a continué en 2008 d'administrer des ressources au nom de l'Organisation. Par l'entremise du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, il gère directement ou par ses bureaux de pays un portefeuille qui a atteint depuis sa création en 2004 une valeur de 3,79 milliards de dollars et qui rassemble 23 fonds ainsi que des programmes communs couvrant l'aide humanitaire et le relèvement, la reconstruction et le développement au lendemain des conflits et des crises dans plus de 70 pays. Plusieurs nouveaux fonds ont été établis en 2008, tels que les fonds « Unis dans l'action » au Pakistan, au Cap-Vert et au Malawi, le Fonds du Programme UN-REDD et le Fonds de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit. En outre, le Fonds pour la consolidation de la paix a étendu sa couverture à six pays de plus. Par ailleurs, ont également été adoptées en 2008 d'importantes mesures venant préciser le rôle et les fonctions de l'administrateur du Fonds et l'établissement sous forme définitive des accords types avec les donateurs et les organismes participants approuvés par le Groupe des Nations Unies pour le développement. Ces mesures tendent à la rationalisation de l'interaction avec les donateurs

CROISSANCE DU PORTEFEUILLE DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE MULTI-DONATEURS EN 2008

Le nombre de fonds et le total des contributions ont augmenté considérablement.



Source: PNUD/Bureau du Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs

et les gouvernements, ce qui économisera temps et argent et accroîtra l'efficacité et les résultats des interventions.

LE FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

Établi en 2006 grâce à une contribution du Gouvernement de l'Espagne, ce fonds appuie les activités proposées par de multiples partenaires au niveau des pays en vue de favoriser la réalisation des OMD. Il offre une occasion précieuse de faire progresser la réforme des Nations Unies par une programmation conjointe au niveau national, l'accent étant mis sur les principes de l'efficacité de l'aide énoncés dans la Déclaration de Paris et dans le Programme d'action d'Accra. Exigeant au minimum la coopération de deux organismes des Nations Unies par programme commun, le Fonds pour la réalisation des OMD a lancé un processus de formulation et de mise en œuvre conjointes de programmes dans plus de 50 pays.

La consultation des équipes de pays des Nations Unies sur leur contribution aux priorités nationales de développement et l'établissement de propositions communes dégagent d'ores et déjà des connaissances sur le processus conjoint de programmation. Un sondage entrepris en 2008 par le Fonds pour la réalisation des OMD a interrogé les partenaires des Nations Unies sur leur satisfaction à l'égard du processus du Fonds; 75 % ont jugé positive leur expérience de la participation à la formulation de nouvelles propositions et de programmes conjoints et 95 % ont considéré que le processus était équitable et transparent.

Le PNUD considère qu'il doit y avoir une responsabilité mutuelle concernant l'obtention de résultats entre le coordonnateur résident et les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies, pour faire en sorte que toutes les entités œuvrent de concert en vue de l'objectif commun

d'appuyer les plans de développement nationaux conformément aux priorités programmatiques convenues.

Des progrès notables ont été réalisés en 2008 pour permettre aux Nations Unies d'accroître la cohérence et l'efficacité de leurs activités, en grande partie grâce aux huit projets pilotes de l'initiative « Unité d'action » lancés en janvier 2007, en tandem avec l'Organisation, par le gouvernement des pays suivants : Albanie, Cap-Vert, Mozambique, Pakistan, Rwanda, Tanzanie, Uruguay et Viet Nam. Malgré des accomplissements importants réalisés en 2007, le défi qu'avaient à relever en 2008 les équipes de pays des Nations Unies était d'assurer la mise en œuvre des programmes « Unis dans l'action » et d'obtenir les améliorations tangibles nécessaires au niveau de la cohérence et de l'efficacité des interventions. Les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies participant aux projets pilotes ont œuvré de concert pour relever ce défi.

C'est ainsi qu'en Tanzanie, par exemple, les Nations Unies agissent avec leurs partenaires pour atténuer l'impact de la hausse des prix alimentaires sur les ménages pauvres et vulnérables de régions ciblées du pays. Le système des Nations Unies a fait appel au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires pour acheter des semences qui ont été fournies aux ménages ruraux affectés afin de leur permettre de reprendre des activités agricoles. Une évaluation rapide de vulnérabilité menée conjointement au début 2008 par le gouvernement, des organismes des Nations Unies et des ONG locales et internationales a souligné l'urgence de la situation dans la plupart des régions touchées. Les interventions du système des Nations Unies se sont concentrées sur la protection des moyens d'existence et la situation nutritionnelle des agriculteurs vulnérables, notamment pour les aider à produire suffisamment de nourriture pour leur propre consommation.

Au Viet Nam, les Nations Unies ont mis en œuvre une politique en matière de changements climatiques, étant donné que le pays est l'un des plus durement touchés par ces phénomènes, en particulier par l'élévation du niveau de la mer, comme le soulignait le PNUD dans son Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 - La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde partagé. En 2008, les Nations Unies ont contribué substantiellement à l'élaboration du Programme cible national de riposte aux changements climatiques, en fournissant des conseils techniques, en finançant des conseillers techniques nationaux et des consultations nationales, et en facilitant les consultations avec la communauté internationale.



L'ancien Administrateur Kemal Derviş en visite sur le site d'un projet conjoint du PNUD et de Microsoft qui renforce les capacités des services d'appui technique du Parlement au Rwanda.

Ces exemples tirés des projets pilotes « Unis dans l'action » démontrent bien que le processus de réforme produit des résultats concrets pour le bénéfice des partenaires nationaux des Nations Unies. Ils montrent également que les partenariats contribuent au succès des efforts intensifiés d'accroissement de l'efficience et de l'efficacité. Le coordonnateur résident/représentant résident reste le « dirigeant unique » du système des Nations Unies, mais il est essentiel qu'il œuvre en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires nationaux pour déterminer les domaines prioritaires d'appui de l'Organisation et qu'il tire parti de l'expertise et des mandats pertinents de cette dernière pour favoriser l'obtention de ces résultats. Les activités pilotes menées en 2008 ont également démontré que le partenariat entre les organismes de développement des Nations Unies et les institutions financières internationales est d'une grande importance pour fournir des conseils de politique et des connaissances techniques spécialisées aux partenaires nationaux, en particulier dans les domaines relatifs aux crises alimentaire et financière, et pour seconder les efforts déployés par les pays pour surmonter les obstacles qui s'opposent à la réalisation des OMD.

Égalité des sexes et Unité d'action des Nations Unies en Albanie

Le programme « Unité d'action » des Nations Unies a été lancé en Albanie en 2007 pour servir de modèle de mise en commun des compétences de divers organismes des Nations Unies, dont le PNUD, aux fins d'accroître leur contribution au développement humain du pays. Une équipe de pays unifiée œuvre ainsi en faveur d'un développement social inclusif et de la réalisation des objectifs gouvernementaux prioritaires et appuie l'analyse des politiques publiques. Toutes ces actions viennent seconder les efforts de l'Albanie visant à l'accession à l'Union européenne et contribuer à la réalisation des aspirations des citoyens albanais à mener une vie meilleure, tout en économisant du temps et des ressources financières aux partenaires nationaux et internationaux.

L'égalité des sexes occupe une place fondamentale dans le programme « Unité d'action » des Nations Unies en Albanie et elle est considérée comme un objectif clé transversal dans tous les programmes de l'Organisation. Le Programme commun sur le genre, qui rassemble le PNUD, UNIFEM, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'UNICEF, fournit au gouvernement un appui coordonné en matière de plaidoyer et dans les domaines techniques pour assurer la bonne application d'une loi sur l'égalité des sexes nouvellement adoptée. Cette loi vise à mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe dans l'emploi, l'éducation, la santé et dans de nombreux autres domaines. Dans ce contexte, les Nations Unies

s'emploient à lutter contre la violence sexospécifique, à améliorer le suivi du statut de la femme, à assurer l'accès des femmes à la protection sociale et à accroître le rôle des femmes dans les processus décisionnels.

Le PNUD joue un rôle clé dans tout cela. Il fournit en particulier un appui technique au niveau national et local pour l'application de la première loi contre la violence conjugale adoptée en Albanie, appui qui a comporté notamment la formation des juges des tribunaux de première instance et d'appel aux dispositions de la loi. Une formation au traitement des cas de violence conjugale a également été dispensée à plus de 600 officiers de police. Grâce au concours du PNUD, et en étroite consultation avec des groupes de la société civile, le gouvernement établit actuellement le premier centre d'accueil national pour les victimes de la violence conjugale. Par ailleurs, le Programme commun sur le genre aide les instances gouvernementales à appliquer les premiers quotas en faveur des femmes candidates aux élections nationales en temps voulu pour les élections de 2009.

En Albanie, un projet du programme « Unis dans l'action » aide les familles romas et tziganes à s'inscrire à l'État civil, ce qui leur ouvre l'accès aux services publics et leur permet de faire valoir leurs droits.



Le PNUD intra-muros : honorer les engagements internes

EN 2008, le PNUD avait un certain nombre de défis internes à relever, depuis l'application des mesures de réforme des Nations Unies conformément aux directives de l'Assemblée générale jusqu'au renforcement de ses partenariats avec les institutions multilatérales et bilatérales, à une époque où les engagements deviennent de plus en plus stratégiques et axés sur les résultats. Pour réussir, il doit continuer d'intensifier ses efforts visant à parvenir à un niveau élevé de cohérence, de focalisation, de responsabilité et de transparence dans tous ses processus, sans oublier pour autant que ce sont les gens et pas les institutions qui instaurent le développement humain.

Plan stratégique 2008-2011

Tout au long de l'année 2008, le PNUD a œuvré avec ses nombreux partenaires mondiaux pour relever certains des défis les plus immédiats présentés par les crises alimentaire, énergétique et financière, et il continuera de jouer un rôle directeur en élaborant des options stratégiques pour traiter des implications à long terme de ces crises. Le Plan stratégique 2008-2011 du PNUD a ici un rôle vital et fournit des orientations claires et cohérentes qui guident les activités de développement du Programme. Il continuera de définir la vision générale du PNUD et de fixer ses priorités en matière de développement, de gestion et de ressources; en outre, pour la première fois, il prévoit des indicateurs et des cibles spécifiques pour le développement, la coordination de l'action des Nations Unies et les résultats de la direction, innovation qui aidera le Programme à rester sur la bonne voie et à maintenir sa focalisation sur les nombreux défis dont l'avenir est porteur. Plus spécifiquement, le Plan stratégique définit les activités opérationnelles du PNUD relevant de ses quatre grands domaines thématiques, à savoir la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD, la gouvernance démocratique, la prévention des crises et le relèvement, l'environnement et le développement



Dans le nord du Togo, un agent de crédit d'une institution de microfinance appuyée par le FENU reçoit les remboursements des emprunts et conseille les femmes entrepreneurs sur la pratique des affaires.

PROGRAMME DES VNU: PROMOTION DE L'INCLUSION PAR LE VOLONTARIAT

Le volontariat permet aux gens de trouver une voix, d'exprimer leurs besoins et de devenir des participants actifs au développement. Le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) contribue à la paix et au développement par le volontariat. Plus de 7 700 volontaires des VNU de plus de 150 pays étaient déployés dans le monde en 2008. Des milliers d'autres ont contribué directement aux programmes de développement par le biais du service de Volontariat en ligne et des projets communautaires de volontariat. Face aux défis économiques et autres, le volontariat tire parti des idées, de l'énergie et des connaissances spécialisées des gens et permet à ceux-ci de participer activement au développement de leur communauté ainsi que dans d'autres. Avec l'appui des VNU, le Programme des jeunes volontaires d'Asie partage des connaissances en agriculture et des capacités entrepreneuriales dans toute l'Asie et l'Afrique, et les volontaires du Corps de la jeunesse du Libéria servent dans les écoles et les dispensaires en milieu rural pour contribuer au relèvement national tout en accroissant leur propre employabilité.

Le Programme des VNU aide les instances gouvernementales et les partenaires de tout le système des Nations Unies à intervenir en faveur des gens pauvres et marginalisés et à élargir leur accès aux services et aux opportunités. En RDP lao, des volontaires appuient la planification participative et l'accès des communautés aux services de l'État. Au Honduras, ils dispensent une formation et une assistance professionnelles et ils organisent des événements culturels et sportifs pour atteindre les jeunes et accroître l'inclusion sociale de manière à enrayer la propagation de la violence. Le volontariat contribue à la lutte contre les changements climatiques au niveau mondial et local. Un projet de volontariat de jeunes des VNU en Éthiopie lutte contre la

désertification, tandis qu'au **Cambodge**, des volontaires aident les communautés de régions déshéritées à trouver des moyens d'existence durables et à s'adapter aux impacts des changements climatiques. Le volontariat est également un instrument important au service de la consolidation de la paix. En 2008, une moyenne de 2 400 volontaires des VNU ont contribué aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales des Nations Unies dans le cadre desquelles ils ont appuyé les élections au **Népal**, travaillé avec les personnes déplacées et les réfugiés en **Somalie**, en R**DC** et au **Soudan**, et aidé à la démobilisation et à la réinsertion d'ex-combattants en **Ouganda**.

Au Kenya, un programme de volontariat d'urgence a rassemblé 21 volontaires des VNU et près de 500 volontaires de quartier pour lutter contre la violence postélectorale en renforçant la confiance au sein des communautés, en dispensant des conseils psychosociaux et en appuyant les prestations des services de base. Dans les territoires palestiniens **occupés**, les volontaires des VNU travaillent avec les jeunes et favorisent la cohésion sociale, soutenant ainsi un projet d'habilitation des jeunes lancé par le PNUD il y a plus de dix ans. Les volontaires des VNU ont également contribué aux missions humanitaires après le passage de cyclones en Haïti et après les inondations au Myanmar, et ils sont intervenus avec des partenaires des Nations Unies en **Équateur**, au **Mozambique** et au **Yémen** pour lutter contre la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Par ces activités et en partenariat avec le PNUD ainsi que d'autres organismes des Nations Unies, le Programme des VNU étend la portée des programmes de développement et œuvre avec les gens pour assurer leur inclusion et leur participation au développement.

durable. En outre, il établit une distinction claire entre le rôle renforcé du PNUD pour appuyer la coordination de l'action des Nations Unies et son rôle dans les activités opérationnelles des domaines où le Programme s'est vu attribuer un rôle directeur. Et surtout, le Plan stratégique réaffirme la volonté du PNUD de veiller à ce que toutes ses activités de conseils de politiques, d'appui technique, de plaidoyer et de coopération avec les autres parties prenantes visent à un résultat ultime : l'apport d'améliorations concrètes dans la vie des gens et dans les choix et les possibilités qui leur sont ouverts.

Le système de responsabilité redditionnelle du PNUD

Guidé par le Plan stratégique, le système de responsabilité redditionnelle du PNUD, se compose d'un Cadre de responsabilisation et d'une Politique de contrôle ; il souligne l'attachement du Programme à l'obtention de résultats et à la gestion du comportement professionnel fondé sur les risques, ainsi qu'aux valeurs et à la culture communes de la reddition de comptes et de la transparence. Étant donné que le PNUD intervient dans des environnements présentant des risques, des complexités et des défis croissants, la nécessité d'un renforcement continu

SURGE: RIPOSTE IMMÉDIATE AUX CRISES

Pour entreprendre des actions plus promptes et plus complètes face aux situations de crises, le PNUD s'est doté d'un plan de riposte dénommé « Plan SURGE », qu'il active pour mener ses activités de relèvement précoce et de reconstruction. Le PNUD a assemblé à cette fin une équipe de fonctionnaires certifiés ayant suivi une formation spéciale qui peuvent, en cas d urgence, être déployés sur le terrain dans les plus brefs délais pour fournir un appui à ses bureaux de pays.

Kamakshi Yakthumba, qui est chargée des achats au PNUD-Népal, a été déployée au Myanmar en tant



que membre de l'équipe SURGE en mai 2008, après le passage du cyclone Nargis qui, selon les chiffres officiels, a fait plus de 80 000 morts. Quelque 54 000 autres personnes ont été portées disparues.

En 2008, j'ai été sélectionnée comme conseillère SURGE après avoir été nommée par le Bureau d'appui aux achats de New York, compte tenu de mon expérience sur le terrain. J'ai d'abord dû assister à un atelier de formation de sept jours à Amman (Jordanie), avec une trentaine d'autres fonctionnaires du PNUD, où l'on nous a communiqué des informations non seulement sur le programme SURGE et son fonctionnement, mais aussi sur l'importance de la gestion du stress en situation d'après-crise. Nous avons également suivi un cours de sécurité sur la survie des otages et sur le comportement à avoir en cas d'embuscade de convoi. Mais surtout, j'ai vite appris que lorsque l'on est envoyé pour appuyer un bureau de pays en situation de crise, il ne faut pas oublier que l'on est là pour être des « abeilles ouvrières ». Les bureaux de pays sont à la limite de leurs capacités et il n'y a pas une seconde à perdre. C'est cet avertissement qui m'a été le plus utile.

Une semaine après l'atelier, j'ai été envoyée pour appuyer le bureau de pays du Myanmar après le passage du cyclone Nargis, qui a ravagé le pays le 2 mai 2008. Des vents atteignant 200 km/h ont balayé la région de Yangon et le delta de l'Irrawaddy où ils ont causé d'immenses dommages et des pertes substantielles de moyens d'existence et d'infrastructure pour des millions de gens.

À mon arrivée au bureau de pays, j'ai été très surprise par l'atmosphère calme qui y régnait, bien que le bureau soit passé tout récemment par une crise majeure ayant affecté tout son personnel. Il m'a fallu une semaine environ pour faire la connaissance de mes collègues et pour comprendre leurs besoins en matière d'achats, qui allaient depuis les biens et services fondamentaux tels que du matériel de TI, des gilets de sauvetage et des bâches jusqu'au recrutement de collecteurs de données pour effectuer un sondage sur l'étendue des dégâts ; j'ai aussi commencé à former du personnel de projet aux politiques et procédures d'achat.

En raison de la dévastation causée par le cyclone, il y avait de réelles pénuries de biens, notamment de semences, de motoculteurs et de bateaux, et le taux de change fluctuait dans de telles proportions que les estimations des fournisseurs n'étaient valables que pour un jour. Il était difficile, par ailleurs, d'importer des marchandises en raison des restrictions imposées par le gouvernement et, ne parlant pas la langue locale, j'avais du mal à communiquer avec les fournisseurs. Et bien sûr, il nous fallait tout de toute urgence. Je n'ai donc pas chômé. Grâce à mon expérience des achats au Népal et à l'aide de l'équipe des achats du Myanmar, j'ai pu résoudre pas mal de problèmes. L'un des grands succès de l'équipe a été l'achat en trois jours de 250 motoculteurs pour les agriculteurs sinistrés, commande qui se chiffrait à près d'un demi-million de dollars.

Pendant les deux mois de mon déploiement, j'ai visité trois villages où le PNUD apportait de l'aide. La dévastation et les manifestations de désespoir dont j'ai été témoin ont eu pour effet de renforcer encore mon ardeur au travail. Je n'ai plus eu aucun doute sur l'utilité des longues heures passées au bureau et je suis heureuse aujourd'hui d'avoir pu contribuer aux travaux de relèvement précoce menés par le PNUD au Myanmar.

Bien que mon séjour ait été de courte durée, mon objectif était de partager mes connaissances en matière d'achats afin de faciliter la vie au bureau de pays au cours des longs mois à venir. J'ai travaillé avec l'équipe des achats pour établir une liste de fournisseurs présélectionnés, révisé les processus pour les rendre plus conviviaux et tenu un atelier sur les achats pour tout le personnel du bureau de pays et de projet. J'ai été contente de voir arriver la fin de mon déploiement, à la pensée de rentrer chez moi et de retrouver mes deux enfants, mais je savais aussi que tous les gens qui avaient contribué à la réussite de mon travail allaient me manquer. Je suis partie du Myanmar avec une grande admiration pour la population et pour sa résilience face à toutes les difficultés.

des contrôles et de la responsabilité ne fait, elle aussi, que croître. Le Cadre de responsabilisation du PNUD souligne l'importance de la définition sans ambiguïté de la responsabilité des parties prenantes et des cadres dans tous les domaines, depuis la planification et l'orientation stratégique jusqu'à la gestion des risques et la gestion des partenariats. C'est ainsi, par exemple, que conformément à la Politique révisée de divulgation de l'information, les documents clés du PNUD sont affichés sur ses sites Internet publics.

Les ressources humaines au PNUD : une stratégie axée sur les gens

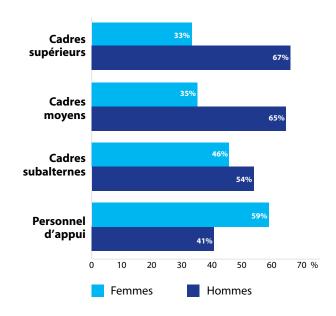
La stratégie des ressources humaines du PNUD repose au départ sur cette simple conviction que l'accent doit être mis sur l'élément humain et que les gens sont le principal avoir du PNUD. Elle répond directement aux changements internes et externes qui se répercutent sur l'environnement de travail et elle traite des priorités du Plan stratégique 2008-2011 en matière de ressources humaines. Pour préciser ce qui est attendu du personnel et pour fixer des normes claires concernant les prestations, le PNUD a élaboré et mis en application en 2008 un Cadre des compétences. Il a aussi élaboré un Plan d'action pour l'égalité des sexes qui réserve une place particulière au développement des carrières des femmes et à leur rétention dans l'organisation. La Stratégie des ressources humaines répond également aux problèmes signalés par diverses consultations du personnel ainsi que par les sondages mondiaux du personnel du PNUD. Ces sondages ont révélé la fierté inspirée aux fonctionnaires par le travail qu'ils accomplissent au PNUD mais aussi leurs soucis concernant l'équilibre à maintenir entre la vie



Le Centre de documentation sur les enseignements tirés des missions du PNUD a tenu plusieurs ateliers de formation du personnel en 2008.

PARITÉ DES SEXES SELON LE NIVEAU HIÉRARCHIQUE

Personnel mondial du PNUD, 2008



Source: PNUD/Bureau des ressources humaines

professionnelle et la vie personnelle ainsi que les pressions imposées par le travail. Les améliorations prévues durant la période d'application du Plan stratégique feront fond sur les arrangements de travail flexibles ainsi que sur des initiatives favorables à l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle et « *UN Cares* » (programme sur le VIH/sida sur le lieu de travail en place dans toute l'Organisation). Enfin, il a été entrepris de former des partenariats entre le Bureau du médiateur, le Bureau des conseillers en déontologie et le réseau des conseillers du personnel, partenariats qui seront modifiés pour tenir compte des changements à venir dans le système d'administration de la justice.

Un nouveau module Atlas des ressources humaines accroîtra la transparence des processus et actions de l'administration en ce qui concerne le recrutement, les promotions et la gestion des performances, tout en rationnalisant diverses fonctions telles que le paiement des salaires, les décaissements et le traitement des données. En outre, en 2005, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion avait approuvé l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), qui sont en passe d'être adoptées par le PNUD. Au cours de l'année écoulée, il été institué un comité chargé des questions budgétaires, des équipes de programme et des programmes, et une étude d'impact sur l'organisation a été menée à bien. L'application des normes IPSAS améliorera la transparence et la responsabilisation, permettra de standardiser les rapports comptables et financiers et facilitera les comparaisons entre les divers organismes des Nations Unies.

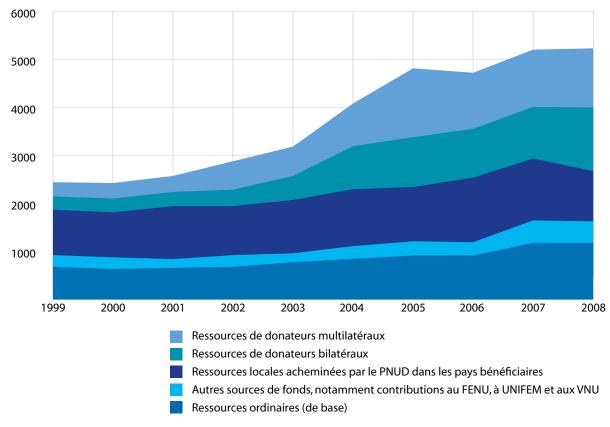
Ressources du PNUD

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES aux ressources ordinaires (dites « de base ») du PNUD ont atteint 1,1 milliard de dollars en 2008, ce qui est très proche des 1,12 milliard de dollars de 2007 et exactement le montant projeté pour 2008 dans le Plan stratégique 2008-2011. Bien que tous les pays donateurs n'aient pas été en mesure de maintenir leurs contributions au même niveau que l'année précédente, le montant cible a été atteint grâce à des augmentations de volume résultant des taux de change locaux de certains pays donateurs, à des gains réalisés sur le change et au versement intégral des annonces de contribution. La crise économique et financière mondiale survenue durant la deuxième moitié de 2008 rend plus difficile que jamais le calcul du montant projeté des contributions volontaires aux ressources ordinaires pour 2009. La mobilisation d'un montant approprié de ressources ordinaires reste une priorité de premier rang pour le Programme.

Le montant total des contributions affectées à des fins particulières (à savoir aux ressources « autres que les ressources de base ») en 2008 a été de 3,7 milliards de dollars, se situant ainsi en termes nominaux au même niveau élevé que les années précédentes et démontrant que le PNUD continue d'être sollicité par les gouvernements en vue d'obtenir, d'acheminer et de gérer divers types de financements conformément aux priorités nationales. Les contributions affectées à des fins particulières provenant de donateurs bilatéraux, pour la plupart d'États membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, sont passées de 1,1 milliard de dollars en 2007 à 1,4 milliard de dollars en 2008. Les contributions affectées à des fins particulières effectuées par les partenaires multilatéraux et la Commission européenne ont atteint 1,3 milliard de dollars, soit une augmentation d'environ 7 % par rapport à 2007. De 2006 à 2007, les ressources acheminées

CONTRIBUTIONS AU PNUD: 1999-2008

Chiffres préliminaires au 7 avril 2009 En millions de \$EU



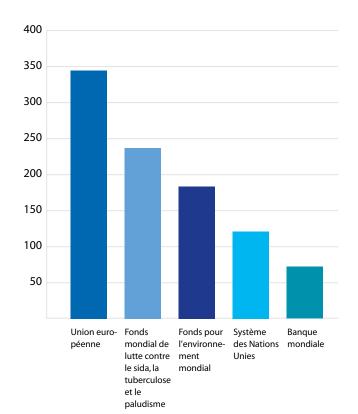
Source:PNUD/BP

par l'entremise du PNUD par les gouvernements des pays bénéficiaires pour appuyer leurs propres priorités de développement a diminué, passant de 1,3 milliard de dollars à presque exactement 1 milliard de dollars, ce qui reflète l'alignement progressif du portefeuille prévu dans le Plan stratégique du PNUD.

Les ressources affectées apportent un complément important aux ressources ordinaires du PNUD. Toutefois, le ratio ressources affectées/ressources ordinaires continue de révéler un déséquilibre en 2008. En ces temps de grande incertitude due à la crise économique et financière mondiale, le maintien de l'attention sur la mobilisation des ressources ordinaires est, plus que jamais, indispensable pour permettre au PNUD de continuer à s'acquitter de son mandat et à fournir un appui efficace au renforcement des capacités des pays partenaires en matière de développement. Le développement est un défi inscrit dans le long terme qui exige une focalisation stratégique solide alliée à une flexibilité tactique et à l'aptitude à riposter aux crises et à saisir les opportunités. Ce sont là des conditions que le PNUD entend réunir avec l'aide et le soutien de ses partenaires.

APPUI DU PNUD À L'APPORT D'AIDE NON BILATÉRALE

Principaux contributeurs aux "Autres ressources" Chiffres préliminaires au 7 avril 2009 En millions de \$EU



Source: PNUD/BP

RECETTES BRUTES 2008

Par ordre décroissant des premiers donateurs aux ressources ordinaires Chiffres préliminaires au 7 avril 2009 En millions de \$EU

	RESSOURCES	
PREMIERS DONATEURS	ordinaires	autres
Norvège	137,6	111,4
Pays-Bas	116,6	85,8
Suéde	109,6	76,4
États-Unis	97,4	201,9
Royaume-Uni	96,3	188,8
Japon	73,1	193,2
Danemark	73,1	23,5
Canada	55,4	123,9
Espagne	54,4	103,4
Suisse	45,6	15,2
France	43,2	9,8
Allemagne	42,2	46,7
Irlande	34,0	12,0
Finlande	25,7	10,3
Italie	23,6	62,2
Belgique	18,4	9,7
Australie	8,4	39,8
Autriche	7,3	3,6
Nouvelle-Zélande	6,3	5,9
Luxembourg	4,4	20,0
République de Corée	4,0	5,5
Arabie saoudite	4,0	9,5
Inde	3,9	0,0
Chine	3,5	24,7
Portugal	1,8	2,3

Source: PNUD/BP

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

APD aide publique au développement

CEI Communauté des États indépendants

DAES Département des affaires économiques et sociales (ONU)

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FENU Fonds d'équipement des Nations Unies

GEF Fonds pour l'environnement mondial

HCR Haut-Commissariat pour les réfugiés (ONU)

IPSAS Normes comptables internationales pour le secteur public

OMD objectifs du Millénaire pour le développement

OSC organisation de la société civile

PAM Programme alimentaire mondial

PAPP Programme d'assistance au peuple palestinien

PIB produit intérieur brut

PMA pays les moins avancés

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE Programme des Nations Unies pour l'environnement

RDC République démocratique du Congo

UNDF Fonds d'Équipement des Nations Unies

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNIFEM Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

UN-REDD Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies

VNU Volontaires des Nations Unies

CRÉDITS PHOTOS

Page 2 : Christina LoNigro/PNUD Page 5 : Juan Carlos Ulate/Reuters

Page 8 : PNUD-Brésil Page11 : Julie Pudlowski

Page 13 : Claudia Wiens/PNUD-Égypte

Page 14: PNUD-Afghanistan

Page 17: PNUD-Liban

Page 18: Khaled Sattar/SW Multimedia Ltd.

Page 20 : Eroll Bilibani/PNUD-Irak

Page 23: Boaz Paldi/PNUD

Page 25: Michel Matera/PNUD-Mozambique

Page 26: Matteo Mode/ELS

Page 28: PNUD-Haïti

Page 30: Mark Garten/Photo ONU

Page 32: Jean de Dieu Kayiranga/PNUD-Rwanda

Page 33 : ONU-Albanie

Page 34: Adam Rogers/FENU

Page 36: PNUD-Népal

Page 37: Maureen Lynch/PNUD

Conception de la couverture inspirée par wordle.net

Publié par le

Bureau des communications

Programme des Nations Unies pour le développement

New York

Conception-maquette: Pamela Geismar

Traduction: Michel Coclet Impression: Phoenix Design Aid

Imprimé selon des techniques écologiquement rationnelles sur papier certifié FSC



© PNUD, mai 2009

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ VOUS ADRESSER À VOTRE BUREAU LOCAL DU PNUD OU À :

PNUD

Bureau des communications One United Nations Plaza New York, NY 10017 États-Unis d'Amérique Téléphone : 1 (212) 906 5300 Télécopie : 1 (212) 906 5364

Bureau de liaison du PNUD de Washington 1775 K Street, NW, Suite 420 Washington, DC 20006 États-Unis d'Amérique Téléphone : 1 (202) 331 9130 Télécopie : 1 (202) 331 9363

PNUD

Bureau européen Palais des Nations CH-1211 Genève 10

Suisse

Téléphone : (41-22) 917 8542 Télécopie : (41-22) 917 8001

Bureau de liaison du PNUD de Bruxelles 14 Rue Montoyer 1000 Bruxelles Belgique Téléphone : (32-2) 505 4620

Télécopie : (32-2) 505 4729

Bureau de liaison du PNUD pour les pays nordiques Midtermolen 3 PO Box 2530 2100 Copenhague O Danemark

Téléphone : (45-35) 46 71 50 Télécopie : (45-35) 46 70 95

Bureau du PNUD de Tokyo UNU House, 8F Jingumae 5-53-70 Shibuya-ku, Tokyo 150-0001

Japon

Téléphone : (813) 5467 4751 Télécopie : (813) 5467 4753

Centre d'appui régional du PNUD pour l'Afrique orientale et australe 7 Naivasha Road Sunninghill PO Box X4

Johannesburg Afrique du Sud 2157

Téléphone : (27-11) 603 5000 Télécopie : (27-11) 258 8511 Bureau sous-régional du PNUD pour l'Afrique occidentale et centrale Point E- Boulevard de l'Est

Dakar, Sénégal

Téléphone : 221 - 77 869 0644 Télécopie : 221 - 77 869 0681

Centre régional du PNUD du Caire 1191 Corniche El Nil, World Trade Centre PO Box 982, Post Code 11599 Boulac, Le Caire, Égypte Téléphone: (202) 2578 4840 - 6 Télécopie: (202) 2578 4847

Centre régional du PNUD de Bangkok United Nations Service Building 3rd Floor, Rajadamnern Nok Avenue Bangkok 10200 Thaïlande Téléphone: +66 (0) 2288 1234

Centre régional du PNUD de Colombo 23 Independence Avenue,

Télécopie: +66 (0) 2288 3032

Colombo 7 Sri Lanka

Téléphone : (94-11) 4526 400 Télécopie : (94-11) 4526 410

Centre régional du PNUD pour le Pacifique c/o UNPD Private Mail Bag Suva, Fidji Téléphone: (679) 330 0399

Téléphone : (679) 330 0399 Télécopie : (679) 330 1976

Centre régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté des États indépendants Grosslingova 35

Grosslingova 35 811 09 Bratislava République slovaque

Téléphone : (421-2) 59337 111 Télécopie : (421-2) 59337 450

Centre régional du PNUD au Panama Casa de las Naciones Unidas Clayton, Ciudad del Saber Apartado Postal 0816-1914z Panamá, Républica de Panamá Téléphone: (507) 302 4500 Télécopie: (507) 302 4602



Programme des Nations Unies pour le développement One United Nations Plaza New York, NY 10017 États-Unis d'Amérique

www.undp.org/french